

IV. — *Lecture d'une proposition de loi.*

M. le Président. M. Cravatte a la parole pour donner lecture d'une proposition de loi.

(M. Cravatte donne lecture de la proposition de loi concernant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et la mise en oeuvre d'un plan de réorganisation fonctionnelle des administrations et des services publics.)

Acte est donné de la lecture de la proposition de loi.

Est-ce que la Chambre est d'accord à la prendre en considération ?

(Assentiment.)

La prise en considération est décidée et la proposition sera transmise au Conseil d'Etat.

Nous allons passer tout de suite à l'ordre du jour, c.-à-d. la discussion du projet de loi sur les justices de paix.

V. — *Projet de loi portant réorganisation des justices de paix. — No 1320. — Rapport de la Commission juridique. — Discussion générale.*

M. le Président. M. le rapporteur Bieber a la parole.

M. Bieber, rapporteur. Monsieur le Président, chers collègues, le projet soumis à nos discussions vise essentiellement à la concentration des justices de paix. Au système cantonal il tend à substituer non pas une centralisation proprement dite, mais plutôt la régionalisation selon des centres de gravité qui en matière juridique sont essentiellement Luxembourg, Esch et Diekirch.

Dans cet ordre d'idées il convient de relever que par une espèce d'anticipation ou de préfiguration de la présente réforme déjà en matière prud'homale l'arrêté du 31 décembre 1938 qui avait été pris par le Gouvernement avait institué seulement 3 conseils prud'hommes à Luxembourg, à Esch et à Diekirch, c.-à-d. de la même façon comme nous voulons maintenant opérer pour l'ensemble du contentieux appartenant aux justices de paix.

J'ai tenu à rappeler ce précédent pour vous dire que cette matière prud'homale qui concerne donc les conflits entre ouvriers et patrons, donc une matière très délicate, n'a jamais donné lieu à difficulté et aucun des inconvénients qu'on signale actuellement ne s'est fait ressortir dans cette matière.

Mais maintenant pour en revenir à notre réforme, il faut vous dire d'abord que dans l'état actuel du projet, dans sa dernière mouture, si je puis m'exprimer ainsi, il n'y a pas de rupture brusque avec les traditions qui remontent à un siècle et demi. En effet, le régime cantonal en matière de justice de paix est depuis longtemps désagrégé et démantelé et n'existe en réalité plus qu'en apparence ainsi que j'esquiverai de le démontrer tantôt.

De plus, pour respecter les vestiges du passé, pour permettre une transition, la Commission juridique n'a pas maintenu le projet initial qui tendait à opérer la réforme

tout de suite et en entier, mais, conformément aux recommandations du groupe de travail institué par M. le Ministre de la Justice Eugène Schaus, notre projet, dans sa forme actuelle, intercale une période de transition caractérisée par la subsistance des greffes cantonaux pour un délai maximum de six ans et par l'institution d'audiences foraines analogues à celles de Differdange et de Dudelange, ces deux audiences foraines, selon le vœu de la commission, devant être également maintenues en attendant, contrairement aux vues exprimées par le groupe de travail. Je tiens encore à relever plus spécialement en ce qui concerne les audiences foraines que le texte qui permet de les instituer n'a pas une valeur limitée à six ans, mais c'est un texte qui a une valeur d'une durée illimitée, de sorte que ce texte fera partie définitive de l'arsenal permanent judiciaire.

M. Berchem. Firwat gin se dann ofgeschaf ?

M. Bieber. Lisez mon rapport.

Je puis vous rassurer sur ce point, tant en ce qui concerne les députés du Nord que les députés du Sud, c'est-à-dire ceux qui ont intérêt à maintenir les audiences foraines à Differdange et à Dudelange. Une série d'autres mesures telles que les avaient demandées le mémoire des greffiers dans un ordre d'idées subsidiaire : la dispense d'office de résidence des greffiers ruraux, la reprise de leur matériel par l'Etat, etc. ont été introduites, ce qui fera disparaître les rigueurs que tout changement d'une situation existante, toute réforme peut comporter. A cet égard, il a été donc largement tenu compte des considérations d'ordre cependant purement locales qui peuvent conditionner chez certains la nostalgie d'un temps passé et depuis longtemps révolu. De même, compte tenu des doléances d'ordre humain, il ne faut pas confondre avec des droits acquis qui juridiquement ne peuvent être invoqués par les fonctionnaires dont le lieu de travail se trouve déplacé.

Je me réfère maintenant à l'objection de l'honorable M. Berchem. C'est une période transitoire. Cette période transitoire sera conditionnée par les changements qui certainement vont se produire par rapport à l'aménagement du territoire, mais c'est pour des raisons que je vais développer encore, c'est une nécessité de concentrer les justices de paix actuellement en trois endroits.

Le projet de réforme se place d'ailleurs dans le cadre des principes de l'aménagement du territoire qui nécessairement fera éclater le régime des cantonaux comme celui des communes dans le sens de la création de nouvelles unités administratives régionales conditionnées par des centres de gravité.

Le projet ainsi conçu et surtout amendé dans sa dernière version n'a pas et ne peut pas, en toute objectivité, revêtir un caractère politique au sens étroit du terme. Le projet se place bien plutôt dans le cadre d'une réforme administrative partielle cette fois-ci en matière du pouvoir judiciaire où il faut évidemment commencer par en bas, c'est-à-dire par l'échelon inférieur que constitue la justice de paix.

Dans le rapport de la Commission juridique, j'ai analysé en détail et d'une façon très circonstanciée les avantages et les inconvénients de cette réforme pour conclure avec la majorité de la commission, que ces derniers, c.-à-d. les

inconvenients sont plutôt d'ordre secondaire. On ne peut pas faire d'omelette sans casser un ou plusieurs oeufs. Mais il y a un point sur lequel je voudrais insister et retenir votre attention : c'est que, comme le Conseil d'Etat s'est exprimé, je cite "la réforme des justices de paix est la condition sine qua non de l'extension souhaitable de la compétence des juges de paix". Ainsi, Messieurs, trois projets dans ce domaine de compétence dépendent de cette réforme et ne pourront être utilement réalisés qu'avec ou plutôt après elle.

Le présent projet bloque donc, tant qu'il n'a pas été voté, ces réformes concernant l'extension de compétences. Je m'explique. En effet, pour donner compétence au juge de paix par exemple en matière personnelle ou réelle jusqu'à concurrence de 25 000 F, peut-être même avec l'effet de l'indice, à concurrence de 30 000 F, pour le rendre juge en premier degré dans certaines matières jusqu'à tout montant de la demande, quel qu'en soit le montant, pour lui déférer en matière délictuelle le droit de comminer des peines correctionnelles d'amende et d'emprisonnement pour un grand nombre de délits, pour le rendre juge d'ordonnances de paiement jusqu'à 25 000 ou 30 000 F, il est évident qu'on doit changer au préalable le système actuel.

En effet il y a là l'institution d'un juge unique, ce qui est vrai à tel point qu'en France on a transformé, quant à leur dénomination, les justices de paix en tribunaux d'instance c'est-à-dire juridiction non plus d'exception pour le contentieux des petites affaires, mais juridictions de droit commun pour un contentieux très étendu.

Or, qui dit juge unique, dit responsabilité accrue par rapport à la collégialité qui existe auprès des tribunaux d'arrondissement et auprès de la Cour supérieure de Justice. Qui dit juge unique dit également qu'il faut exiger une formation plus poussée, une expérience des affaires qui n'est pas et ne peut être celle d'un débutant dans la carrière. Mais si déjà on veut doter les justices de paix de juges plus qualifiés qui, selon le projet de loi, doivent avoir effectivement fait le service de deux ans au moins dans les tribunaux des Parquets, si on exige donc cette qualification supérieure on doit leur donner un travail à plein emploi dans un centre judiciaire, sans quoi on ne trouvera plus de candidats pour troquer leur place au tribunal d'arrondissement ou au Parquet et tribunal d'arrondissement contre une justice de paix de campagne.

Quant à l'idée hybride de concentrer les juges de paix dans 3 centres, mais de laisser subsister les greffes, cette idée est inadmissible, car on ne peut pas séparer trop les juges des greffes qui servent de support à la juridiction. Je me permets de considérer cette idée comme une hérésie qui serait encore pire que la situation actuelle, situation qui elle est déjà franchement intenable. Je suis ainsi amené à examiner très rapidement cette situation actuelle en vous faisant juge de savoir si en bonne justice cet état de choses peut perdurer.

Je commence par les trois justices de paix qui doivent subsister et être renforcées.

A Luxembourg qui couvre la Ville et Luxembourg - campagne, il y a actuellement 3 juges de paix et 4 greffiers dont un greffier en chef.

A Esch-sur-Alzette 2 juges de paix et trois greffiers dont un greffier en chef.

La justice de paix de Diekirch a un seul juge de paix et un greffier.

Il est notoire qu'actuellement déjà les 2 justices de paix de Luxembourg et Esch sont sinon débordées du moins occupées à plein temps et cela très largement. Si la compétence des juges de paix était étendue, 3/4 des nouvelles affaires viendraient grossir leur rôle.

Quid maintenant des justices de paix dites rurales qui, selon le projet sont destinées à être résorbées sauf maintien temporaire du greffe et institution d'audiences foraines ?

Un canton, celui de Vianden, n'a ni juge titulaire ni greffier depuis déjà belle lurette. Je crois qu'un des derniers occupants était . . .

M. Abens. Dicks.

M. Biever. . . J'aurais le dire, notre auteur et compositeur national Dicks. Ce canton est desservi pour ces 2 postes par un juge et un greffier délégué de sorte qu'il ne se pose aucun problème.

Restent alors 8 chefs-lieux de canton dont voici la situation :

Il y a en tout trois juges de paix titulaires pour ces 8 cantons. Le juge de paix d'Echternach est en même temps délégué pour Mersch. Le juge de paix de Wiltz qui cependant en vertu d'une dispense de résidence, demeure à Diekirch, fait le binage avec Clervaux.

Le juge de paix de Remich, qui habite Mamer, dessert aussi Grevenmacher.

Mais - et cet exemple vous illustre mieux que tout que le régime cantonal n'est plus de notre temps : Le juge de paix de Diekirch dessert au total, sans pour autant être débordé, 4 cantons à la fois c.-à-d. outre son siège titulaire de Diekirch encore Vianden, Rédange et Cap, ce dernier étant, en raison des axes routiers qui y passent, encore un des mieux fournis. Ainsi, ce juge rend la justice à la Bif à Bascharage jusqu'au delà du lac de barrage de l'Our.

En résumé, dans les 9 cantons ruraux il y a donc 3 juges de paix dont un seul réside au chef-lieu.

Quant au degré de sous-occupation de ces justices de paix par rapport aux trois justices de paix dites centrales, je vous réfère aux statistiques du rapport de la commission d'études, au document parlementaire No 1320³, et aux investigations consignées dans le chapitre liminaire, intitulé "Répartition du travail" de l'avis du groupe de travail Roger Maul. Il s'agit là du document parlementaire No 1320⁵. Ces chiffres qui sont d'ailleurs confirmés par les statistiques récentes pour les années 1965 à 1970 se passent de commentaires. Vous n'avez qu'à jeter un coup d'oeil sur ces statistiques et sur ces renseignements. De plus, d'autres statistiques démontrent que même si l'on étendait la compétence selon les trois projets de loi, prévus comme corollaire de la présente réforme, 20% au maximum de ces nouvelles affaires se répartiraient entre lesdites justices de paix cantonales, les restants 80% venant grossir Esch et Luxembourg.

Il en résulte que si l'on dote chacune des 3 justices de paix centrales d'un titulaire supplémentaire, tout le conten-

tieux des autres sera résorbé et pourra être beaucoup plus rationnellement évacué. Maintenant je viens de parler de la situation des juges de paix et je passe maintenant à la situation des greffes.

J'ai dit qu'il y a 8 greffes cantonales pourvus chacun d'un greffier. Il est incontestable que ces greffes sont sous-alimentés quant au pourcentage d'occupation, puisque leur travail est alimenté et conditionné par celui des juges. Si l'un ou l'autre des 8 greffiers s'est installé et paraît disposé à garder son domicile, il y en a d'autres qui n'attendent qu'à avancer à l'un des tribunaux d'arrondissement.

Bien plus, à Mersch, où depuis 10 ans cinq greffiers se sont relayés, l'actuel titulaire habite Luxembourg en vertu d'une dispense de domicile. Sur le plan des greffes, il n'y a donc pas de problème personnel majeur, compte tenu des dispositions de transition dont je viens de parler tantôt.

Il reste alors encore l'intérêt local des chefs-lieux où je crois avoir démontré que, compte tenu de l'absence pratique de résidence de la grande majorité du personnel judiciaire cantonal, on peut dire objectivement qu'il n'est pas sensible du tout. Il s'agit plutôt d'une question de prestige, pour ne pas dire d'amour propre. Or, même cette considération n'est que partiellement valable, puisqu'il y aura, en attendant, des audiences foraines, non pas limitées dans le temps à 6 ans, mais pouvant perdurer indéfiniment. Un juge de paix résidant et une demi douzaine de greffiers, dont on ne perd pas même ceux qui continuent à résider, ne devraient tout de même pas former un obstacle à une réforme salutaire et indispensable pour mettre de l'ordre dans le système actuel que je viens de vous définir.

On a également invoqué dans un rapport du 18 avril 1970 qui avait été soumis déjà au groupe de travail Maul et qui a été également transmis à la Commission juridique, la situation d'un côté dans la province du Luxembourg belge, d'autre part dans le département de la Moselle où le nombre des justices de paix et surtout le nombre du personnel est effectivement plus élevé.

Or il faut comparer ce qui se laisse comparer et ne pas comparer des pommes et des poires.

D'abord le Luxembourg belge. Là il y a effectivement 16 justices de paix alors que la population de cette province belge est seulement de 213 369 habitants tandis que le Grand-Duché compte d'après le dernier recensement 339 848 habitants.

Mais le nombre des justices de paix dans le Luxembourg belge est conditionné par des facteurs géographiques et démographiques qu'on ne rencontre pas dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La superficie du Grand-Duché de Luxembourg est de 2 586 km², celle de la province du Luxembourg belge est de 4 418 km² c'est-à-dire presque du double, d'où des distances proportionnellement bien plus grandes entre ces localités belges.

Le réseau routier à Luxembourg (je prends les routes de l'Etat, les chemins repris, les chemins macadamisés) est de 4 950 km, alors que le réseau belge comparable aux routes nationales et provinciales — la plupart des routes villageoises n'étant même pas macadamisées — n'est que de 1 510 km, donc le tiers, d'où encore des difficultés sérieuses de dépla-

cement. Donc cette constatation que pratiquement dans le Luxembourg belge il y a seulement deux grands axes routiers, Bastogne-Arlon et Arlon-Bouillon.

En effet les limites de compétence sont différentes en Belgique de chez nous et ceci explique le nombre élevé de justices de paix nécessaires dans un pays à habitation peu dense, mais d'une superficie presque double du Grand-Duché.

En Moselle c'est le département où se trouvent Thionville et Metz. La situation comparative est la suivante : Il y a 9 tribunaux d'instance, c.-à-d. nos justices de paix, mais le département de la Moselle, d'après une statistique de 1968 a 994 081 habitants, donc pratiquement un million d'habitants, c.-à-d. assez exactement le triple de notre population, de sorte qu'il y a en définitive la même proportion de justices de paix : trois chez nous, d'après le projet, 9 dans le département de la Moselle où il y a trois fois autant d'habitants.

De plus la superficie de la Moselle est de 6 169 km², soit plus de deux fois plus élevée qu'au Luxembourg avec une densité de population supérieure à la nôtre avec de très nombreux centres très peuplés qui dépassent le chiffre de 20 000 habitants.

Si l'on tient encore compte du fait qu'en Moselle le livre foncier (Grundbuch) est maintenu et qu'il y a de ce chef à chaque tribunal d'instance un juge du livre foncier (Grundbuchrichter) on comprend que les effectifs en moyenne par tribunal d'instance français doivent être plus élevés que chez nous.

Reste alors encore à discuter les inconvénients qui sont allégués en ce qui concerne — après les greffiers et après les juges de paix — le justiciable.

Le slogan disant qu'il faut "rapprocher le justiciable du juge" pris dans le sens d'une connaissance plus parfaite et personnelle du juge des justiciables, ce slogan a déjà perdu depuis longtemps son sens pratique. Je crois vous avoir démontré tantôt sur base de la situation actuelle où je rappelle que la juridiction d'un juge de paix va de l'Our jusqu'au point de Bascharage. Si maintenant on inverse ce principe en disant que le justiciable doit être à proximité matérielle de la juridiction, l'état actuel de locomotion tant collective qu'individuelle fait que de nos temps le justiciable est beaucoup plus rapidement dans un des trois centres qu'il y a 100 ou même seulement 50 ans un non-résident du chef-lieu devant le tribunal cantonal.

D'ailleurs n'oublions pas les audiences foraines, n'oublions pas que pour la majorité des cas les justiciables, en raison de la fréquence des accidents de la circulation, chargent un avocat de la défense de leurs intérêts et n'ont à se déplacer que très exceptionnellement en personne. N'oublions pas non plus que le contentieux cantonal se compose principalement d'affaires de circulation où le prévenu et les témoins ne sont généralement pas des résidents du canton où territorialement l'accident est survenu.

Reste alors le gracieux, les conseils de famille, les scellés, les licitations. Ici il peut y avoir des déplacements plus longs, mais ne croyez-vous pas que ces déplacements puissent facilement se combiner avec d'autres affaires, soit personnelles soit professionnelles, avec des emplettes ou d'autres courses à faire qui sont combinées avec une com-

parution auprès de la justice de paix. Les gens de la campagne se rendent à Luxembourg, à Esch ou à Diekirch également lorsqu'ils n'ont pas, par hasard, peut-être une fois de leur vie à régler la composition ou l'assistance à un conseil de famille.

Maintenant en ce qui concerne les renseignements matériels à prendre, tout le monde a la possibilité de se servir du téléphone et souvent le rendez-vous avec le greffier et le juge peut être convenu avant ou après la prochaine audience foraine.

Quant aux renseignements juridiques à donner par le personnel des justices de paix, je rappelle que d'après des dispositions absolument formelles il n'appartient ni au greffier ni au juge de paix d'en donner à des justiciables même pas pour des affaires relevant d'une autre juridiction que la leur.

Si le mythe cantonal restait élevé à la hauteur d'un principe pour éviter aux gens des déplacements, ne devrait-on pas également "cantonner", c.-à-d. limiter à l'intérieur de leur canton, les activités d'autres auxiliaires de la justice ayant à s'occuper du gracieux, p.ex. des notaires pour éviter que leurs clients n'aient à venir de loin pour les trouver dans leurs études situées hors du canton de leur résidence ?

Or, ici on réclame plutôt la suppression des deux arrondissements, ce qui serait certainement de nature à éviter certaines frictions.

Mais trêve de mauvaises plaisanteries.

Pour la discussion des autres arguments invoqués contra, je me trouve en bonne compagnie, puisqu'il vous suffira à cet égard de lire les considérations concordantes de la Commission de législation, celles du Conseil d'Etat et celles du groupe de travail Roger Maul, discussions pour et contre, que je n'ai pas érudées dans mon rapport, mais que j'ai tenté de résumer sous tous les aspects dans le rapport de la Commission juridique.

Venons-en maintenant encore très rapidement à l'énumération des innovations essentielles.

Première innovation. Renforcement des trois justices de paix centrales. Luxembourg aura un juge de paix supplémentaire et deux greffiers supplémentaires. A cet égard la commission s'est ralliée à la proposition du groupe de travail, le projet gouvernemental ne prévoyant qu'un greffier supplémentaire et à ceux qui connaissent la situation cela paraît insuffisant.

Esch aura un juge de paix et un greffier supplémentaires.

Diekirch un juge de paix supplémentaire et un greffier supplémentaire. Sous ce rapport nous inaugurons par l'ajoute d'un greffier estimant que, par suite des audiences foraines, cette demande est justifiée, étant donné qu'un seul greffier ne pourrait faire le service. Il suffit d'imaginer que l'un d'eux tombe malade, alors l'autre ne pourrait garder à la fois le greffe et faire des audiences foraines.

La deuxième innovation concerne la revalorisation de la fonction de juge et de greffier. Les juges de paix devant avoir à leur actif deux ans d'exercice effectifs de la magistrature sont rangés tous au grade M 3 comme actuellement déjà leurs collègues de Luxembourg et d'Esch.

Les greffiers des justices de paix seront tous élevés du grade 8 au grade 9 et le nouveau poste de greffier en chef de Diekirch ranger au groupe 10.

Cette revalorisation se traduira essentiellement par l'assimilation de la justice de paix de Diekirch à celles de Luxembourg et d'Esch qui étaient déjà revalorisées. De plus dans chaque justice de paix il y aura un juge-directeur qui sera normalement le plus ancien en rang, mais qui restera — et c'est un point sur lequel nous avons insisté en commission — quant au travail judiciaire, un primus inter pares, sauf que, pour son surcroît de travail administratif, il aura une indemnité supplémentaire de 25 points indiciaires.

En ce qui concerne la troisième innovation il s'agit de l'extension de la compétence. Ces trois lois sur cette matière sur l'extension de la compétence, en matière civile, en matière d'ordonnances de paiement et en matière pénale, ces trois projets pourront être votés dès que nous aurons achevé la réforme des justices de paix.

Je ferai remarquer que ces lois élèveront, ou la première du moins élèvera également la compétence des tribunaux d'arrondissement par rapport au dernier ressort pour le porter de 25 000 à 50 000 F, respectivement à 60 000 F. Par conséquent, si de cette façon les tribunaux d'arrondissement auront forcément à cause de l'extension de la compétence des juges à juger plus d'appels de justice de paix et par les tribunaux de police, par contre, la Cour supérieure aura moins d'appels de jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux d'arrondissement. Ainsi s'installera un meilleur équilibre qui évitera les renforcements chroniques des effectifs judiciaires.

Quatrième innovation. Réorganisation du Ministère public auprès des tribunaux de police.

Jusqu'ici, à la suite de la loi du 10 juillet 1957, le service de toutes audiences de police était assuré à partir de Luxembourg dans tout le pays par des substituts se trouvant aux ordres du Parquet Général.

Ainsi, en tout temps, par pluie, neige et verglas ces substituts se rendaient de Luxembourg à Clervaux, Wiltz etc. et sans que personne ne songe à les en plaindre. Dorénavant le service sera assuré par les substituts des Parquets auprès des tribunaux d'arrondissements respectifs. Donc un substitut de Diekirch fera le service des audiences pour Diekirch et les audiences foraines de l'Oesling.

Cinquième point. Mise à la disposition des locaux de justice de paix.

La commission a estimé à bon droit, j'estime, qu'en raison de la régionalisation et de l'extension des effectifs il incomberait à l'Etat de mettre dorénavant à la disposition des locaux dans les trois justices de paix centrales.

Quant au greffe et auditoire qui subsiste pour les audiences foraines on maintiendra le statu quo c.-à-d. les locaux seront mis à la disposition par les communes, leur aménagement étant, en vertu d'une loi de 1911 ou de 1913, assumé par l'Etat.

Il y a enfin un 6e point qui n'est pas sans importance dans notre enceinte, c'est l'adaptation de la loi électorale à la nouvelle situation.

Là encore les textes élaborés par le groupe de travail sont très adéquats et ont été acceptés tels quels par la commission.

Sauf à revenir en détail sur l'un et l'autre point lors de la discussion des articles, et à cet égard je ferais une courte intervention à propos de l'article 185 de la loi sur l'organisa-

tion judiciaire, point sur lequel la Commission juridique a délibéré avant la présente séance, sauf à revenir sur l'un ou l'autre article, je pourrai rapidement terminer.

Je crois avoir plaidé un bon dossier, un très bon dossier même.

Si j'ai réussi à convaincre certains membres de cette enceinte qui se croient mis en conflit avec un intérêt local, que j'estime mal compris et mal à propos, soit, c'est une autre affaire. Je suis trop longtemps parlementaire pour ne pas savoir que le meilleur rapport et un exposé, quelque bons qu'ils soient, d'un rapporteur, ne changent en général que difficilement les opinions préconçues, les opinions antérieures.

Néanmoins, je voudrais encore une fois insister que sans le vote de la présente réforme nous devrions faire le deuil des trois projets importants sur l'extension de compétence à propos desquels le Conseil d'Etat nous a fait une mise en garde absolument formelle en disant qu'il s'opposerait formellement contre le vote de ces trois projets, si ce vote n'était pas précédé du vote du présent projet qui est considéré comme la pierre angulaire, comme la *conditio sine qua non* de toute la réforme.

Du reste, en raison des très nombreux amendements adoptés par la commission et qui ont fortement changé le projet quant à sa teneur initiale, notre projet doit faire de toute façon retour devant le Conseil d'Etat de sorte que pour le moins je vous inviterais à accepter le texte tel qu'il est proposé par votre commission, texte qui devra encore subir le contrôle du Conseil d'Etat. C'est seulement dans quelques mois, lorsque nous aurons reçu l'avis du Conseil d'Etat sur le texte adopté en première lecture que nous pourrions procéder au vote sur l'ensemble de ce projet au vu de cet avis. C'est à ce moment, je pense, que les différents membres de cette enceinte devront prendre leurs responsabilités dans un projet qui, je me permets de le répéter, est d'ordre technique et n'a aucun caractère politique proprement dit. Je vous remercie.

(Très bien !)

M. le Président. La parole est à M. le Ministre de la Justice.

M. Schaus, Ministre de la Justice. Monsieur le Président, Messieurs, l'honorable rapporteur M. Biever, auquel je rends hommage, a analysé d'une façon exhaustive, tant dans son rapport écrit très approfondi, que dans son intervention orale de tout à l'heure, les aspects multiples de ce projet. Il a eu l'objectivité même d'exposer devant vous le pour et le contre des différents aspects de ce problème. Aussi aurais-je mauvaise grâce de répéter ce que M. le rapporteur a écrit et dit et je me contenterai, quant aux détails du projet, de me reporter tout simplement au rapport écrit et à l'intervention orale du rapporteur.

Je voudrais cependant présenter quelques observations générales.

On ne saurait certainement pas prétendre que le projet qui vous est soumis n'ait pas suscité d'intérêt. La réforme proposée n'a pas seulement fait l'objet de discussions éten- dues au sein des commissions gouvernementales, sur le plan

local et dans les instances législatives, mais il a retenu également l'attention d'une très large partie du public.

L'élément essentiel de la réforme — en tout cas celui qui constitue l'enjeu principal comme étant le plus immédiat et comme touchant le plus directement la collectivité — c'est la concentration des douze justices de paix actuelles en 3 centres : Luxembourg, Esch et Diekirch.

Conséquence directe : 9 chefs-lieux de canton ne seront plus le siège d'une juridiction de paix. J'insiste sur le mot siège, car la loi n'entend pas priver ces localités de la présence périodique du juge de paix à l'occasion d'audiences foraines.

C'est donc autour de l'idée de la concentration des justices cantonales que se sont surtout développées les discussions. La Commission juridique de la Chambre, dans son excellent rapport, a très bien mis en évidence le pour et le contre, les avantages et les désavantages, du regroupement territorial.

Le Gouvernement n'avait d'ailleurs pas, lui non plus, négligé cet aspect capital de la réforme et, après avoir recueilli l'avis du Conseil d'Etat et après avoir déposé le projet à la Chambre, il avait estimé utile de faire procéder à une étude complémentaire, notamment sur la question de savoir si la réforme est de nature à atteindre les objectifs de modernisation, de rationalisation et d'économie poursuivis.

A cet endroit de mon intervention qui sera très brève, permettez-moi de placer une note personnelle. J'ai hérité de ce projet de loi qui a été élaboré et présenté aux instances judiciaires par mon prédécesseur au département de la Justice. Je ne cache pas qu'au début j'avais moi-même, comme d'autres députés de cette enceinte, quelques hésitations à me rallier à certaines dispositions du texte initial de ce projet.

C'est une des raisons — et c'est pour moi personnellement la raison fondamentale — pourquoi j'avais institué le 21 janvier 1970 un groupe de travail chargé de l'étude complémentaire dont je viens de faire mention et j'avais tenu de composer ce groupe de façon à y faire représenter tous les intéressés à la réforme préconisée.

Ce groupe de travail a singulièrement approfondi plusieurs aspects de la réforme ceux précisément qui ont donné lieu à des controverses, et même à des polémiques. Le résultat de cette étude complémentaire m'a donné personnellement satisfaction. Aussi ai-je à coeur d'inviter votre assemblée à voter le projet dans la forme présentée par votre Commission juridique.

Quant aux amendements proposés par la Commission juridique concernant le fond et visant le nombre des greffiers à Diekirch, la prise à charge par l'Etat des locaux des trois sièges des justices de paix, ils sont également acceptables. Voilà en ce qui concerne le premier élément du projet.

Le deuxième élément majeur du projet est la réorganisation du ministère public près les tribunaux de police. Il s'agit ici plutôt d'une mesure d'organisation interne. Il convient de rappeler que la loi du 10 juillet 1957 portant modification de la loi du 18 février 1885 sur l'organisation judiciaire, avait posé le principe d'une organisation centrale du ministère public près les tribunaux de police en confiant ces fonctions en principe à des substituts ou attachés de justice

désignés spécialement et placés directement sous les ordres du Procureur général d'Etat. Leur compétence est étendue à tout le pays. Si maintenant les justices de paix sont centralisées, il est utile de réorganiser également le ministère public auprès de ces tribunaux. Les fonctions du ministère public seront donc confiées aux parquets des tribunaux d'arrondissement. Cette réorganisation sera même indispensable dans le cas où votre assemblée acceptera plus tard les projets relatifs à l'extension des compétences civiles et pénales des juges de paix.

Cette réorganisation sera même indispensable dans le cas où votre assemblée acceptera plus tard les projets relatifs à l'extension des compétences civile et pénale des juges de paix. Alors la justice de paix sera définitivement intégrée tant dans ses attributions civiles que dans ses attributions répressives, dans l'organisation judiciaire comme juridiction ordinaire du premier degré.

Par ailleurs, l'arrondissement judiciaire de Diekirch n'étant desservi que par une seule justice de paix établie à Diekirch avec possibilité toutefois de tenir des audiences foraines, il est plus normal que l'instruction des affaires et le service des audiences soient faits par des membres du parquet de Diekirch, plutôt que par un service central établi à Luxembourg.

Troisième volet du présent projet : nouvelles conditions de recrutement pour les juges de paix.

Je relèverai tout de suite qu'ici également l'innovation a des rapports étroits avec l'idée de l'extension de la compétence matérielle.

Dans la nouvelle optique le juge de paix devra être un magistrat possédant déjà une certaine expérience, ses responsabilités étant beaucoup plus élevées que celles du juge cantonal actuel. Voilà pourquoi les nouvelles fonctions ne devront plus constituer un début de carrière, il faudra que le juge de paix ait accompli au moins deux années de service effectif comme juge à un tribunal d'arrondissement ou comme substitut du procureur d'Etat. Cette nouvelle disposition est inspirée directement de la loi française.

En ce qui concerne les juges cantonaux actuellement en poste, ils sont dispensés des nouvelles conditions de recrutement pour pouvoir être nommés aux fonctions de juge de paix telles qu'elles sont prévues par la nouvelle loi.

Permettez-moi d'ouvrir ici également une autre parenthèse et de dire un mot au sujet de l'article XVI. A l'heure actuelle un certain nombre de magistrats occupent avec l'autorisation du Gouvernement des fonctions auprès d'une organisation internationale. Ils ont à cet effet été nommés à des justices de paix, qui en fait n'avaient plus de titulaire, et ces magistrats ont obtenu un congé sans traitement. Cette solution devrait donner aux intéressés une certaine garantie, d'autant plus qu'au début ces juristes n'avaient pas de statut bien précis. On peut évidemment discuter sur la question de savoir si à l'heure actuelle pareilles précautions sont encore nécessaires. Mais étant donné que sous la législation en vigueur les intéressés jouissaient d'une protection, il paraît équitable de permettre sous la nouvelle loi la continuation de la garantie qui leur est accordée en fait, d'où la possibilité pour ces juges de pouvoir être nommés par dépassement des effectifs. Il est bien entendu que ce système devra

disparaître en cas d'une réglementation générale de la situation des fonctionnaires détachés auprès d'une organisation internationale.

Conséquence logique des conditions de recrutement et quatrième élément du projet : le reclassement de la fonction du juge de paix. Tous les juges de paix figureront désormais à l'échelon actuel des juges de paix de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette. Le juge de paix directeur, qui dans chaque juridiction, a en dehors de ses fonctions judiciaires certaines fonctions administratives, touchera en outre une indemnité de vingt-cinq points indiciaires.

Le système de reclassement préconisé a encore l'avantage de ne pas bouleverser l'économie du barème des traitements pour la magistrature. Le principe de l'indemnité spéciale pour le juge directeur, inspiré de celui valable pour les juges d'instruction et les juges commissaires aux ordres, évite de porter atteinte à la hiérarchie entre les magistrats des différents degrés de juridiction.

Le projet initial contenait comme cinquième partie des dispositions modifiant la procédure en matière de citations. Cette réforme ayant depuis lors déjà pu être réalisée par la loi du 19 mars 1971 sur l'organisation du service des huissiers de justice, l'article V du projet devra, conformément à l'avis de la Commission juridique, être supprimé.

Dans les critiques dirigées contre le projet il a beaucoup été fait état de l'inopportunité de la suppression des greffes. Par ailleurs les greffiers des justices de paix dont le siège devra être supprimé ont présenté des doléances au sujet des rigueurs résultant pour eux de la nouvelle situation de fait. Pour ces raisons le projet, tel qu'il vous est présenté, contient des dispositions transitoires favorables qui devront atténuer ces inconvénients : faculté pour le greffier en fonction de rester sur place pour une durée maximum de six ans, dispense de la condition de résidence pour le cas où l'intéressé demande un déplacement, application extensive de certaines dispositions de la loi sur les traitements concernant l'indemnisation du casuel, enfin, dédommagement pour matériel de bureau.

Messieurs, si la Chambre vote le projet sur la réorganisation des justices de paix, ce que je souhaite, il deviendra indispensable de faire suivre à bref délai les réformes concernant l'extension de la compétence matérielle du juge de paix tant en matière civile et commerciale qu'en matière pénale. Les projets en question sont avisés par le Conseil d'Etat et déposés. La Commission juridique a déjà procédé à une première étude sur la réorganisation des compétences civile et commerciale. Je formule donc le vœu que ces réformes soient à leur tour approuvées et j'espère qu'il me sera prochainement également possible de vous soumettre l'important projet sur la réforme générale de la procédure civile, projet sur lequel les travaux du Conseil d'Etat sont déjà très avancés.

Sous le bénéfice de ces observations je prierai la Chambre d'adopter le projet de loi en question.

M. Berchem. Très bien !

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Hellinckx.

M. Hellinckx. Hër Präsident, dir Hëren! E' ech de Projet de loi iwer d'Reorganisatio'n kurz wëll examine'eren, halen ech drop, fir de Rapporteur, den Hër Tony Bieber, ze félicite'eren fir de' Art a Weis, we' hien et als dichten Affekot ferdeg bruecht huet, fir der Chamber eng schlecht Cause an hirem genschtegste Licht ze présente'eren. Den Hër Bieber plaide'ert anscheinend net gër op de Justices de paix.

M. Bieber, rapporteur. Ech hu me' lang do plaide'ert we' dir.

M. Hellinckx. Jidderén heibanne wéss, datt et sech bei desem Projet em eng Matière handelt, de' stark kontroversé'ert ass an de' dobaussen, besonnesch um flache Land, he'ch Welle schle't. De Projet iwer d'Reorganisatio'n vun de Justices de paix ass enner der vireger Regirong élaboré'ert gin an direkt no sengem Dépôt an der Chamber huet e ganz vehement Protester am ganze Land ausgele'st. D'Greffier'en hun als e'scht derge'nt protesté'ert, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet sech hinnen ugeschloss a schliesslech hun d'Buergerméschteren vun enger ganzer Rei vu Landgemengen öffentlech ge'nt de Projet Stellung geholl, a menger Ménong no mat Recht.

Ech erlabe mer, iech an dém Sënn un de' Publikatio'nen a Communiquéen vun de Landbuergerméschteren ze erënnere, de' Enn 1968 an Ufanks 1969 publizé'ert si gin. Ech hun z.B. hei an der Hand de Communiqué vu sämtleche Buergerméschteren aus dem Kanton Woltz, wo' dra stét: "... s'indignent de l'intention des autorités compétentes tendant à priver les populations rurales d'un service public ayant fait ses preuves durant 17 décennies, protestent violemment contre la centralisation projetée des justices de paix et ..."

Ech liesen iech och elo nach Passage vir aus dem Communiqué, ènnerschriwen vu sämtleche Buergerméschteren aus dem Kanton Re'den: "... constatent avec stupeur et indignation l'intention des autorités compétentes de priver les communes rurales d'un service public existant depuis près de 200 ans, protestent avec véhémence contre la centralisation projetée des justices de paix et exigent le maintien du service de la justice de paix aux chef-lieux des cantons ruraux, ceci tant dans l'intérêt des justiciables que des contribuables". Dé Procès-verbal ass ènnerschriwen vu sämtleche Buergerméschteren aus dem Kanton Re'den.

Ech hun hei d'Resolution vun de Buergerméschteren vum Kanton Re'mech, de' zu dene selwechte Konklusio'nen komm sin an de' all Ke'er derge'nt protesté'eren, datt dé Service public hinne soll ewechgeholl gin.

M. Bieber. Depuis quand sommes-nous dominés par de pareilles choses ?

M. Hellinckx. An ech hun och nach hei de Communiqué vun de Buergerméschteren vum Kanton Klierf, de' och soen, si géngen sech indigne'eren ge'nt de Projet "et protestent violemment contre la centralisation des justices de paix." Et ass fir ze soen, dir Hëren, dass mer hei amene'ert gin, eng wichteg Décisio'n ze huelen, wo' de Pour an de Contre ganz gené muss ofgewie gin. D'Promoteuren vum Projet avan-

ce'eren, eng ganz Rei vu Konsidératio'nen, de' géngen en sa faveur milite'eren: d'Zentralisatio'n, d'Rationalisation, d'Modernisatio'n, Budgetsekonomen. Dat si selbstverständlech alles sche' Wieder. Dobei bestét ower kén Zweiwel – an dat kann én deitlech zwischen den Zeilen vum Rapport vun der Commission juridique erauslesen – datt eng Parti jiddefalls vun dénen Argumenter soss neischt sin we' Schlagwierder, de' duerzo' destine'ert sin, fir ons eng vir-eileg Reform schmackhaft ze machen.

M. Bieber. Dir schwätzt vu Schlagwierder? A wat hutt dir bis elo gemacht? Dir hutt soss neischt gemacht we' Schlagwierder bruecht vun anere Leit, de' also net vun iech stamen.

M. Hellinckx. Hër Bieber, ech hun iech net ènnerbrach, dann ènnerbriecht dir mech och net.

M. Bieber. Ech hätt dat ower an desem Fall vill le'wer gehat.

(Coups de sonnette de M. le Président.)

M. le Président. Les interruptions sont interdites par le règlement.

M. Bieber. Je ne permets pas qu'on dise qu'il s'agit de "Schlagwierder" que j'aurais employés. Je n'ai pas encore entendu cela dans cett enceinte à mon adresse. Vous êtes le premier à le faire.

M. Hellinckx. Hër Bieber, ech machen iech perse'nlech ké Reproche, ech soen, datt d'Promoteuren vum Projet, an dat sitt dir net eleng ...

M. Mosar. Ass dat dann de Ministre de la Justice, den Hër Schaus ?

M. Hellinckx. Losst de Ministre de la Justice aus dem Spill.

M. Mosar. Wien attacké'ert dir dann ?

M. Hellinckx. D'Promoteuren vun desem Projet. De' al Regirung huet dese Projet hei depone'ert.

Wann én nämlech de Fonktionnement vun de Friddengerichter kennt a wann én au courant ass vun der Vielfalt vun de Missio'nen, de' d'Friddengerichter ze erfüllen hun, eso' kann én net bestreiden, datt de' ganz Reform dorënner ze scheitern droht, datt de' nei projeze'ert an zentralisé'ert Gerichter eng onhémlech Zeit un Déplacementer verplempere wärten. Audiences foraines, visites des lieux, gerichtlech öffentlech Stéen, Appositio'nen a Levéen vu Scelléen, Inventairen, wat get do eng Zeit verluer un inévitable Déplacementer iwer gro'ss Distanzen, an dat alles niewend den normale Sëtzungen um Siège an niewend dem Gracieux, dén se do ze erfüllen hun. Vu Rationalisatio'n kann ènnert dénen Emstänn a mengen Aen keng Rieds goen. Wat eventuell Ekonomien ubelangt, so' ass all Mensch d'accord, fir ze soen, datt durch de' envisagé'ert Reform keng Ekono-

mien ze erwarde sin. Et mach exakt sin, datt gewess Fridensgerichter um Land net eso' stark mat Arbecht belascht sin we' d'Fridensgerichter vu Letzeburg an Esch/Uelzecht. Mä fir doraus ze conclue'eren, dass d'Fridensgerichter um Land mussen ofgeschafft gin, dat ass e Schrett, déen ech net berét sin ze machen.

D'Fridensgerichter léschten de Leit nämlech enorm Dengschter, de' iech bekannt sin, besonnesch en matière gracieuse. An Zukunft mussen d'Leit sech fir all Klenggekét, fir all Renseignement, fir all Familierot iwer gro'ss Distanzen déplace'eren, wat net an Aklang ze brengen ass mat der Notion de service, déen d'Justice och dem Justiciable soll bidden. Bezeule mir net fir aner Services publics Honnerte Millio'nen an eso'guer Milliarden op Grond vum dém Prinzip ?

Wann de' projekte'ert Reform op enger Seit de Gerichter hir Arbecht kengesfalls erlichtert, da brengt si op der anerer Seit gro'ss Désavantages fir d'Bevölkerung vum Land, de' hirerseits force'ert get, fir me' gro'ss Déplacements a Kaf ze huelen. Dém wellen d'Promoteuren vum Projet entge'nt-halen, d'Audiences foraines géenge jo nach bestoe bleiwen. Wann dat de Fall ass, da froen ech mech, firwat mir Fridensgerichter iwerhapt supprime'eren.

Dir Damen an dir Héren, hei soll ower keng Konfusio'n entstoen, well mir hun do guer keng Garantien. Den Artikel 6 vum Gesetz geseit nemme vir, dass de Grand-Duc op Avis vun der Cour supérieure de Justice, Audiences foraines an anere Localité'te kann autorise'eren. Wie get ons dann d'Garantie, dass dat de Fall ass ?

M. **Biever**, rapporteur. Mais notre Ministre de la Justice, c'est ma garantie de toute façon.

M. **Hellinckx**. Da losst se dach bestoen.

D'Gesetz vum 20. März 1908 geseit z.B. vir, dass d'Justice de paix vun Esch/Uelzecht Audiences foraines hält zu Dideleng an zu De'fferdang. Loss mir ower net vergiessen, dass den Artikel XXIII vum Projet de loi dat Gesetz vum 20. März 1908 formell abroge'ert.

M. **Biever**, rapporteur. Qui avait la même teneur.

M. **Hellinckx**. Op der anerer Seit fanne mir an den Travaux préparatoires Auesserungen, de' eis weisen, wat gewess Spezialisten vun den Audiences foraines halen. Eso' sét de Rapport vum Groupe de travail op der Seit 4, ennert dem Wuert A) Juges : "Le projet prévoit de doter chacune des justices de paix de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et de Diekirch d'un juge supplémentaire. Ce renforcement pourra être adéquat, à condition pour Esch-sur-Alzette de supprimer les audiences foraines de Differdange et de Dudelange qui ne répondent à aucune nécessité réelle." Déselwechte Rapport, op de Seiten 5 a 6, ass é Réquisitoire ge'nt d'Audiences foraines. Eso' liesen ech do folgend Satz : "La tenue régulière d'audiences foraines ne permet pas la répartition des affaires par matières entre les juges de paix. Le juge ambulante travaille d'une manière peu rationnelle . . . le juge ambulante n'a pas de bibliothèque à sa disposition etc."

Och bestét also kén Zweifel a mengen Aen, dass no der Période transitoire vu 6 Joer, de' d'Gesetz virgeseit, a

vleicht scho virdrun, d'Audiences foraines definitiv verschwanne werden

Schliesslech ass menger Ansicht no de ganze Projet pré-mature'ert, an zwar an duebeler Hisicht : Op der enger Seit hätt é solle fir d'e'scht d'Compétence erhe'gen a kucken, we' de' Erhe'gung sech ausgewirkt hätt.

Op der anerer Seit hätt é sollen ofwarden, wat an de Froe vum Aménagement du territoire geschitt. Et werd dach kén am Eescht hei dru gléwen, dass mir Gemengen we' Re'mech, Gre'vemacher, Iechternach, Klierf, Woltz, Re'den, Miersch, Dideleng an De'fferdang bei enger Fusio'n vun de Gemengen ofschafen. Wann also eng Fusio'n soll kommen, an ech gléwen drun, dass se kent, da kann se dach nemmen ennert dem Maintien vun déne gro'sse Gemenge gesche'en. Firwat also elo higoen an o'ni zwengende Grond dénen Uertschaften hirt Gericht ewechhuelen ? A wat soen vun der Situatio'n vum Kanton Capellen — ech gin net an der Détails, aner Hére werden dat man — wat soen vun der Situatio'n vun déne Leit, de' vu Kopplescht a vum Bridel no Esch op d'Fridensgericht musse goen ? Domat hätt solle gewart gin, bis den Aménagement du territoire eng Réalite't gin ass.

M. **Mosar**. Da mussen aner Leit an d'Chamber kommen, fir dat ze machen.

M. **Biever**, rapporteur. Hei ass schon en e'schten Test fir den Aménagement du territoire. Faites attention ! Wa schon eso' Objektio'nen elo kommen, da könne mir ro'eg mat dem gro'sse Projet vum Aménagement apaken.

M. **Hellinckx**. Dir mengt dach net, datt mir all de' Chefs-lieux ofschafen.

M. **Biever**, rapporteur. Dir sit nach an der Period vun den "Dorfrichter" vu virun 200 an 300 Jor. Do sit dir stoe bliwen.

M. **Hellinckx**. Dir Héren, et ass ervirgehuewen gin, 1 Juge de paix geng 4 Justices de paix bedengen, a be'ss Zongen schwätzen eso'guer, we' wann dé Mann ge'f me' verdengen we' en he'ge Magistrat. Eh bien, ech si ganz d'accord unzeerkennen, datt dat vleicht en Excès ass, mä firwat dann de Posten vu Cap mat Re'den net bestoe lossen ?

M. **Biever**, rapporteur. Well net Arbecht genug do ass.

M. **Hellinckx**. Do war Arbecht genug fir 1 Richter, fir d'Funkto'nen vun dénen 2 Justices de paix ze assume'eren. Ech verstin och, datt et fir d'Membren vum Barreau vleicht me' einfach get, wann eng Zentralisatio'n erfollegt, well si sech dann net me' eso' oft déplace'ere mussen. Dat ass en Argument, dat é kann a Betracht ze'en, mä mir schengt et awer net eso' stark ze sin, datt mir domat sollen d'Justiciablen force'eren, fir all de' Inconvénient'en a Kaf ze huelen, de' den neie Projet mat sech bringt. Ech froe mech, firwat mir ons net der franse'scher Législatio'n me' genähert hun, dodurch datt é vleicht "des greffes permanents" hätt könne bestoe lossen. Dat ass a mengen Aen eng gutt Institutio'n, well dat hätt munch Inconvénient'en fir d'Leit évi-

te'ert, wann si sech Renseignement wëllen anhuelen. E Greffe permanent hätt ro'eg könne bestoe bleiwen op all déne Siégen, wo' bis elo eng Justice de paix war.

Dir Hêren, ech sin also der Ménong, datt des Reform vireileg ass par rapport zum Aménagement du territoire. Si verlangt vun de Leit onnëtz Sacrificer, de' durch keng notabel Avantagen kompense'ert sin, an ech werd mech dementsprechend ge'nt de Projet aussprieche.

M. Berchem. Très bien !

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Fohrmann.

M. Fohrmann. Hêr Präsident, dir Hêren ! Hêr Präsident, erlabt mer fir d'e'scht eng kleng Feststellung an eng Bemirung. Ech si wahrscheinlech dén énzegen Netjurist an der Commission des Affaires juridiques niewent dem Hêr Useldinger. Ech hu während déne ganzen Debatten iwer det Gesetz ganz iescht nogelasschert, fir mer eng Ménung ze bilden, an ech muss soen, et ass eso' le'f do erfogangen, et ass ké Wuert me' hart geschwat gin, an ech kenne bestëmmt Hêren, de' elo hei op der Tribün waren net me' erem vis-à-vis vun dénen aus der Kommissio'n. Ech mengen, et ass jo é Projet, wo' é kann eng aner Ménung hun, mä ob én awer duerfir villeicht an dén To'n soll verfalen, dat gin ech awer nach ze bedenken. Ech menge mengerséits, ech fale jiddefalls net dran an ech huele gewëssermossen als Laien zu dém Projet do Stellung.

Ech mengen de Problem vun der Erweiterung vun de Kompetenzen an och vun der Reorganisatio'n vun de Friddensgerichter date'ert net vun haut a gësch. Wa bis elo keng richtig Le'sung fond gin ass iwer dé Problem, da net zu lescht, well én sech net kloer war, a wat fir engem Sënn datt d'Reorganisatio'n vun de Friddensgerichter virgeholl sollt gin, an och well én sech net richtig entschéde konnt, ob é fir d'e'scht sollt d'Kompetenze vun de Friddensgerichter erweideren an dann d'Reorganisatio'n virhuele sollt, oder ob é sollt emgeke'ert verfueren, d'Reorganisatio'n an dann d'Kompetenzen.

An ech mengen, eso' weit ech verstin oder verstanen hun, ass d'Entschédung iwer de' Fro gefall, we' d'Regierung virun e puer Joer 3 Projet'en iwer d'Erweiterung vun de Kompetenzen vun de Justices de paix dépone'ert huet, op de' den Hêr Rapporteur jo agangen ass an de' och am Rapport zite'ert sin. Du sin d'Fachleit, nodém se dat kontrollé'ert hun a juge'ert an Tabellen oder Statistiken opgestallt hun, sech éneg gin, datt wann de' Projet'en ugeholl genge gin, d'Friddensgerichter vu Letzebuerg an Esch dêrmosse mat Arbecht gengen iwerluede gin, datt et hinne bal net me' me'glech wir, hir Missio'n richtig ze erfüllen. Och de Rapport vun der Commission juridique gét dorop an, an den Hêr Rapporteur huet dat jo e'nescht och nach a sengem mendleche Rapport genügend énnestrach, eso' datt ech dorop net weider wëll agoen. Démols hun d'Fachleit dofir plaide'ert, et soll é fir d'e'scht d'Reorganisatio'n vun de Friddensgerichter virhuelen. Och de Conseil d'Etat — an dat ass formell — war an dêr Hinsicht ganz kategoresch. Ech mengen, en huet formell erkläert, hie geng de' Projet'en iwer d'Erweiterung vun de Kompetenze net können unhuele, wa

net fir d'e'scht eng Reorganisatio'n ké'm. Ech mengen, do ass d'Streitfro also an dém Sënn gele'st, datt é soll fir d'e'scht reorganise'eren. Ech hun als Laien gemengt, elo wir de' Fro zimlech einfach, d'Fachleit ge'we sech licht iwer de' Art a Weis vun enger Reorganisatio'n vun de Justices de paix énegen, well de Froekomplex jo scho lang pendent war an én der Ménung könnt sin, datt et é reng technesch Problem ass, dén och vun dénen zo'stännegen Technokraten am Handendre'en hätt könne gele'st gin.

Ech sin e bessche platt, dat schengt net de Fall ze sin. Eso' we' d'Diskussio'nen elo hei gelaf sin a we' se och a bestëmmte Gremie vir sech gange sin, schengen doriwer d'Ménungen eso' guer ganz weit ausemnen ze goen. Nieft prinzipiellen Erwägunge gi virun allem Problemer lokaler an och perse'nlecher Natur he'chgespillt, de' aus der juristeschtechnesch oder wann der wëllt aus der technesch juristescher Fro elo op eng Ke'er eng politesch Fro, e politesche Problem machen. Gutt verstanen, ech soen e politesche Problem, ech soe net e parteipolitesche Problem, well d'Ménungen an dénen diverse politesche Gruppen och gedélt sin. Et ass net, datt eng Grupp honnertprozenteg pour an de' aner contre ass. Dat ass ké parteipolitesche Problem, sondern dén hei mengt, et wir besser eso', an als Laien oder als Sachverständege stëmmt jidderén an dessem Fall eso', we' en d'Le'sung am beschte geseit. Ech mengen, dat wir bei déne Projet'en, wo' et jo keng Streitfro ass iwer Parteipolitik an iwer Perso'nen, och richtig an et könnt én sech och duerfir an enger Debatt sachlech ausschützen a speziell d'Juristen könnten déne Laien do ganz vill entge'nt kommen.

Eng wichteg Fro spille natirlech de' Lokalproblemer.

De Projet de loi geseit nämlech vir — an dat ass jo zimlech ervirgehuewe gin — datt de' bestehend Friddensgerichter elo op 3, an zwar Letzebuerg, Esch an Dikkerech reduze'ert gin. Dat ge'f also bedeuten, é lokale Problem, datt an Zukunft de' verschidde Kantonalhauptuertschaften kén usässege Richter an och ké Gerichtsgreffier am Prinzip me' hätten a praktesch d'Leit, de' eppes mam Gericht ze dun hätten, elo, aplaz no den Hauptuertschaften vun hirem Kanton ze goen, an dém se wunnen, elo missten dann op Letzebuerg, Esch oder op Dikkerech goen. Datt doraus gelunge Situatio'nen entstin, dat ass och ervirgehuewe gin, a jidderé begreift dat. D'Kantone si nun émol hei am Land eso' agedélt, we' se agedélt sin, mir si net schëlleg drun. Do kent et da vir, dass Leit, de' mengetwege we' de' Kopleschter, de' bei der Stad wunnen, de' bis elo och op Capellen musse goen, och wo' se bei der Stad wunnen, an elo duerch de' Emstänn hei eventuell misste no Esch fueren.

(Intervention.)

Ech hun och net de Contraire gesot. Ech hu gesot, ech geng mengen, och de' Mamer, dat wir eng Fro, de' é jo könnt le'sen am Kader vun enger anerer Reorganisatio'n. Et si nämlech net eleng de' Sachen hei, et könnt é jo och soen, de' Kopleschter an de' vum Bridel gi jo nach oft op Esch fir de Südbezirk mat stëmmen. Ech mengen also, dat misst net bei der Reorganisatio'n vun de Justices de paix geklärt gin, mä an engem anere Kader.

Jiddefalls wann d'Fro an dém Zesammenhang könnt gele'st gin, da bleift natirlech nach emmer d'Fro vum Prestige vun de Kantonalhauptuertschaften.

Et ass emmer eng gewess Dévaluatio'n vun enger Uertschaft, wann se eppes muss opgin, dat héscht, wann eng Institutio'n, de' se bis elo hat, soll verschwannen, speziell wann et sech we' an desem Fall em e Gericht handelt. Mei Gott, mir hun et schon an anere Fäll gesin, wann irgendwe' emol eng Gare herno nemme me' Halt genannt ass gin, dann ass interve'ert gi bei der Direktio'n, net emmer well dat eng gro'ss Prestigefro war, mä well dé Chef de Gare le'wer Chef de gare war we' Chef vun enger Halt. Nemme bei engem Gericht ass jo dat awer eppes aneres. Dofir ass jo awer och de Bericht vun der Kommissio'n, dén drop hiweist, dass awer scho seit enger geraumer Zeit 5 Kantonalhauptuertschaften, inklusiv Veianen, dat ké Richter hat, ké Friddensrichter me' haten.

D'Affairen vun de Friddensrichter si vun dénen anere Richter materlédegt gin, eso' we' den Hér Rapporteur et elo am Détail erklärt huet. Fir awer och de' ganz Sach ze iwerbrecken, geseit jo awer och elo de Projet vir – an dat wollt ech ennerstreichen, – am Laf vun dér Reorganisatio'n net direkt haut 180% emzedre'en, sondern fir eng bestëmmt Zeit, wann och keng Richter do brauchen ze wunnen, awer Gerichtsetzungen ofzehalen, Audiences foraines sollen do stattfannen. Dann ass dé rege lokale Problem vun dém Gesichtspunkt aus net me' eso' wichtig, we' wann iwerhapt neischt me' do wir. An ech hun dofir och, we' soll ech soe, mat Genugtuung festgestallt, datt och den zo'ständegen Hér Justizminister de Schwerpunkt jo op de' Fro geluegt huet an sech mat der Le'sung d'accord erklärt huet.

Ech mengen, duerch d'Afe'ering vun den Audiences foraines gengen d'Interesse vun dénen, de' Friddensrichter an Ussproch huele müssen, gesechert gin. Et ass jo net gesot, we' lang dass se bleiwen, allerdings get de' Fro jo e besschen emstridden, a mein ehernenwerte Virriedner huet de' Fro och ugeschnidden, an als Diddelenger sin ech natirlech interesse'ert. De'fferdeng an Diddeleng hu seit Joerzengten Audiences foraines vun dém Gericht. Diddeleng huet elo kuerz nach e ganz sche'ne Sall, dén deier kascht huet, zur Verfügung gestallt. Diddeleng ass eso' we' De'fferdeng eng important Uertschaft, wo' ech net der Ménung sin, datt d'Audiences foraines ké Wert hun.

Duerfir wëll ech awer ennerstreichen, dass am Rapport vun der Kommissio'n och vum Hér Rapporteur a mat der Zo'stëmmung, mengen ech, vum Hér Minister hei erklärt gin ass, dass de' Audiences foraines vun Diddeleng an De'fferdeng genge bestoe bleiwen, bis sech é Moment vleicht erausstellt, dass se iwerflësseg wären. Mä fir de Moment wir de' Fro net akut, eso' we'neg akut we' de', dass keng Audiences foraines an de Kantonalhauptuertschaft solle stattfannen. Wa nun awer de' Fro gele'st ass – an hei zielt jo och d'Ménung vun der Chamber bei dém Projet – wann hei d'allgemein Ménung ass, wa scho net ganz Richter do sin, wann d'Richter net me' usässeg do musse sin, da mengen ech awer dach, datt mer hei soen, datt d'Audiences foraines do agefo'ert gin an zu De'fferdeng an zu Diddeleng bleiwen. Dozo' muss awer dann och de Minister sein Accord gin.

An dofir mengen ech, do hätte mir jo schliesslech dach elo e klore Beschéd.

M. Biever, rapporteur. Sinon, je serais le premier à interpellier si cette promesse n'était pas tenue.

M. Fohrmann. Allerdengs, bei der Reorganisatio'n vun de Friddensrichter stelle sech och personnell Froen, de' én aus menschleche Rücksichten net vernochle'ssege soll a net duerf. Dat ass d'Fro vun de Greffier'en, de' elo an de Kantonalhauptuertschaften gewunnt hun, wo' elo allerdengs ké Friddensgericht me' bleibt an si vleicht op dér Platz net me' könne bleiwen. Mä do huet jo de Groupe de travail spécial, dé vum zo'ständegen Hér Minister agesat go'f, verschidde Virschle' gemat, de' d'Interesse vun déne Greffier'en dach eso' weit we' me'glech berücksichtigten. Den Haptpunkt ass, datt de' respektiv Greffe nach 6 Joer bestoe bleiwen, de Greffier also an dem Kantonalhauptuert sein Domicile och kann halen, wann en an zwo'sch anescht beschäftegt get. Ech mengen, an dér Hinsicht komme mer dach och menschlech dénen zimlech weit entge'nt, eso' weit we' én an desem Fall eventuell entge'nt ka goen.

De Rapport vum Groupe de travail spécial an och de Rapport vun der Commission des Affaires juridiques gin derart an d'Détailen iwer de' aner Sachen, dass ech elo bei den Débats généraux net wëll nach weider drop agoen. Ech wëll drop verzichten ze widderhuele, wat scho lang gesot gin ass. Ech réserve'ere mer allerdengs, bei dénen énzelen Artikelen nach zreckzekommen ob bestëmmte Punkten, de' ech eventuell nach wëll releve'eren.

Ech wëll awer nach uschle'ssend soen, datt mir perse'nlech, als Member vun der Commission des Affaires juridiques, elo ier mer opgange sin, eng Eingab vu bestëmmte Greffier'en ennerbrét gin ass. Ech konnt se och net liesen, ech kann doriwer och keng Stellung huelen. Ech geng ower hei soen, de' Betreffend sollten awer, wa se wëlles hätten, datt hir Affaire sollt nach an der Chamber débatté'ert gin, vleicht net op 5 Minute virun der Sitzung warden, ier se dat ge'wen eragin. Ech mengen, dat wir net grad de' Art a Weis, we' é sollt virgoen. Et soll én d'Chamber net wëllen eso' enner Drock setzen. Jiddefalls könnt ech net driwer jage'eren, well ech hun se net geliest, ech hun se nach net krit. Allerdengs huet é mer si frëndlecherweis als Kopie zur Verfügung gestallt.

Hér Président, dir Damen an dir Héren ! Ech sin iwerzégt, dass dé Projet wahrscheinlech net d'Zo'stëmmung vun allen Député'erte fend, an d'Diskussio'n werd dat och erweisen.

Ech hu gesot, et ass ké parteipolitesche Projet an an dénen énzelen Fraktio'ne sin d'Ménungen och gedélt. Et ass unzehuelen, datt Amendementer présente'ert gin. De Projet u sech get jo net gestëmmt, e muss jo dach un de Conseil d'Etat zreck. Et gi jo nemmen de' énzelen Artikelen gestëmmt, de Gesamtprojet ka jo net gestëmmt gin. Ech mengen, en ass eso', dass den Hér Minister zwar mat der Idi d'accord ass, mä och bei dénen énzelen Denger wahrscheinlech net d'Vertrauensfro stellt. Fir mech ass et en technesche Problem, bei dém versicht gin ass, de' menschlech Problemen, de' sech gestallt hun, beschme'glech ze le'sen. Wa nun d'Fachleit eis e bessere Projet ennerbréde können, da soen ech iech, da stëmmen ech dén.

Mä fir mech als Laien halen ech mech do drun : d'Fachleit soen, d'Kompetenz vun de Friddensrichter muss er-

weidert gin an den heutenge Ernstänn ugepasst. All sin se sech awer éneg, datt virdrun eng Reorganisati'o'n vun de Gerichter muss gemacht gin. De Projet geseit eng Reorganisati'o'n vir, si get elo kritize'ert, si ass net gutt, et ass awer neischt Besseres bis elo propose'ert gin. Wa mer elo erem eng Ke'er dat doen oflénen, da si mer erem eng Ke'er am Deiwelskréss. Da get erem geschwat, d'Kompetenzen ze erweideren, awer ere'scht wann d'Reorganisati'o'n gemacht gin ass. Mache mir dann erem d'Reorganisati'o'n, da get gesot, de' ass net gutt, mir gin erem eng Ke'er d'Affaire zreck, an da rulle mer awer ronderem. Dann dre'e mer eis awer op enger Plaz, an ech menge, mir müssen eng Ke'er de Courage hun, aus dém Kréss eraus an é Schrëtt virun ze man. Dofir sin ech perse'nlech d'accord mat dém Bericht, dén d'Commission des Affaires juridiques dépone'ert huet. Ech soen iech Merci.

(Très bien !)

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Mart.

M. Mart. Hër Präsident, dir Hëren ! Dese Projet, dén sengem Text no eng Reorganisati'o'n vun de Justices de paix duerstelle soll, kann trotz allem ville vun eis keng Satisfakti'o'n gin.

Dese Projet, dén eng so'genannt Rationalisierung oder Zentralisierung vum Justizwiesen duerstelle soll, ass eventuell fir verschidde Leit richtig, mä net fir de' Leit, de' um Land wunnen. Am Text vun diesem Projet gi vill Argumenter en faveur opgezielt, fir de Projet jidderengem schmackhaft ze machen, mä we' gesot, dat sin eben zevill Argumenter, de' op e speziellen Intérêt hiweisen.

Et sollen also an der Zukunft nemmen nach 3 Zentren fir d'Justices de paix bestoe bleiwen. Dat wär : Letzeburg, Esch an Dikkrech. Dat ass jo sche'n a gutt, an als Bierger vun Esch könnt ech also der Versuchung ennerleien, fir zo' diesem Projet jo ze soen, well jo eben d'Stad Esch neischt derbei verle'ert a well an Zukunft all Leit aus dem Kanton Capellen fir hir kleng Gerichtssachen dann op Esch komme müssen. Mä dat ass menger Ménong no e ganz gefe'erlechen Irtum. Et geseit zwar op den e'schten Ableck eso' aus, mä mir dürfen d'Reaktio'n vun déne Leit net vergiessen, de' heidurch getraff gin. Dodurch nämlech well d'Gericht vu Cap ewegkent, gi speziell de' Leit aus dém Kanton hart getraff. Ech sin also oblige'ert als Depute'erten vum Südbezirk, och no déne Leit ze kucken, an dat machen ech och ganz gër. Et muss én nämlech, fir d'Reaktio'n vun déne Leit aus dem Kanton Capellen ze verstoen, de' äusserst Grenzen vun dém Kanton kucken, da stellt én nämlech fest, datt de' lescht Lokalite'ten zimlech no bei Miersch a bei Letzeburg leien, we' z.B. Koplescht a Mamer. Wann elo d'Gericht vun der Cap verschwënd, da müssen de' Leit e weite Wé machen, fir no Esch op d'Gericht ze kommen. Et leit also dann neischt me' no, fir datt da bei déne Leit – an dat mat Recht – d'Fuerderung opkent, fir hir Gerichtssachen vun der Justice de paix vu Letzeburg erledegen ze lossen, well eben d'Stad Letzeburg déne Leit vill me' no leit. Dodurch get dann automatesch lues a lues d'Positio'n vun der Escher Justice de paix emmer me' ennermine'ert an et dreiwit déne Kréser d'Wasser op d'Millen, de' drop hischaffen, fir datt

spe'derhin alles an d'Stad Letzeburg soll konzentre'ert sin. Bei villen aneren Verwaltungen ass dat och schon de Fall.

Fir eng Reorganisati'o'n vun de Friddensgerichter menger Ménong no seriös durchzefe'eren, misste fir d'e'scht am Kader vum Aménagement du territoire komplett nei Regio'nen festgeluegt gin, well mir können dach net dat ént vun dém aneren trennen.

Wann én dann vu neie Regio'ne schwätzt, da soll én net vergiessen, datt d'Stad Esch scho während Jorzengten verlangt, fir en Tribunal d'arrondissement ze kre'en. An des Fuerderung empêche'ert op ké Fall, datt e Friddensgericht soll op der Cap bestoe bleiwen, au contraire, de' kleng Gerichtssachen könne ganz ro'eg do erledegt gin, eso' we' et elo ass.

Ech kommen zo' engem weidere Punkt an diesem Projet. Wa vu Rationalise'erung geschwat get, da menge ganz vill Leit, datt dann och eng Gelderspuernes matspille ge'f. Dat ass an diesem Fall awer net wo'er, well des so'genannt Rationalisierung kascht de Staat neischt manner. D'Analyse vum Groupe d'études sét enner Punkt 5 vun diesem Projet folgendes : "L'aspect financier est plutôt secondaire et non déterminant. Si les indemnités actuelles de délégation tombent en économie, le reclassement en traitement des juges et greffiers compensera celles-ci. D'un autre côté, la réduction de l'effectif n'est pas telle qu'elle comportera des compressions budgétaires très sensibles".

Dat ass jo zimlech kloer. Et kascht also kaum eppes manner. Dese Projet notzt also e puer Leit, mä e schued par contre all dénen aneren. Ech sin eso'guer der Ménung, datt d'Kompetenz vun de Juges de paix vill me' weit we' 13 000 Frang goe misst. Da bräichte net eso' vill Fäll an der Stad behandelt ze gin, an d'Gericht vu Letzeburg wär entlascht. Dat wär menger Ménung no eng vill besser Rationalise'erung, an de' Rationalise'erung ge'f alle Leit an och de Juges de paix entge'ntkommen.

Aus déne Grënn, de' ech elo hei opgezielt hun, sin ech ge'nt dese Projet, well et ass net an der Rei, datt speziell de' Leit vum Land geschiedegt solle gin.

M. Abens. Hër Präsident, dir Hëren ! Ech muss fir d'alere'scht, richteraus gesot, dem Groupe de travail an och dem Hër Rapporteur e Luef aussprieche, well et ass eso' é fonde'erte Bericht, datt én et wirklich ganz schwierig huet, fir Argumenter, jiddefalls juristesche Argumenter derge'nt ze fannen. Mä et huet én awer dat Gefill, datt vleicht juste durch de' juristesche Argumenter de' menschlech Aspekter e bessche vernochle'ssegt gin.

Wësst der, Hër Bieber, ech sin eigentlech net grad eso' en cause, well mir hun eso' we' eso' nemme me' heiansdo eng Audience foraine, an de' ass guer net dacks me'. Dat ass é Beweis, datt de' Veianener friddlech Leit si wahrscheinlech. Jiddefals bei ons ass de Problem net eso' akut. Zenter datt mer émol den Dicks haten, ass d'Veianener Friddensgericht an d'Literaturgeschicht agangen, dat ass ewell scho vill wert.

M. Bieber. Ech mengen de Buergerméschter vun do mecht ganz vill Affären an d'Rei.

(Hilarité.)

M. Abens. Merci fir dat Kompliment.

Bref, et ass natirlech nun ower eso', datt vun de Leit aus am allgemeinen duerge'nt reklame'ert get. Et get gesot, datt ébe just an dem Moment, wo' awer ganz vill geschwat ge'f gin vum Aménagement du territoire, wo' d'Leit sech all me'glech Sache virstellen, et vleicht besser wir, fir do ofzewardé, bis dat vote'ert wir. Et sin och Leit, de' d'Argumentatio'n virbrenge, datt eng Augmentation de compétence ge'f kommen, datt d'Richter do eng gre'sser Kompetenz kriten. Momentan ass et 12 000 Frang, wo' de Juge de paix kann décide'eren. Et wir jo wahrscheinlich ower ganz gutt me'glech, fir de' Extensio'n ze machen op 25 000 Frang, ech wéss et net.

(Intervention.)

Jo, voilà. Ech mengen, dat wiren elo emol vleicht de' Argumenter, de' d'Leit da soen. Da kommen se natirlech och domat, datt elo de' Zentralisierung, de' gemacht get, nun awer net wirklech am Interesse vun de Leit ass. De' Zentralisierung gét nés eng Ke'er op d'Käschte vun den énzelle Kantonen, de' me' weit eweg leien, an dat get natirlech da vill kritise'ert.

Et get gesot, de' Kantonen, wo' elo Industrien hi kommen, wo' munches sech entwéckelt, den Tourisme an eso' weider, wo' den Exode zimlech opgehale huet, do ass et wahrscheinlich glatt net glécklech, fir de' elo ewegzehuelen, eso' guer wa behapt get, et ge'f duerch Audiences foraines ersat gin, well et ass jo nemmen eso', Hér Bieber, datt dat emmer nemme vum Grand-Duc, respektiv vun dém betreffende Minister ofhánt . . .

M. Bieber. Loss mer dach soen, wann d'Regierung sét, wa mir elei als Chamber soen: "Mir hätte gären des Audiences foraines do", da könnt der ganz secher sin, datt de Grand-Duc net derge'nt ass.

(Diverses interruptions.)

M. Abens. Dir kommt dann och mat dem Argument, datt et eng Rationalise'erung wir, datt Käschte gespuert genge gin. Dé Chiffer ass eso'guer am Dossier. Mä ech gléwen ower, datt wann de' Audiences foraines gengen eso' virugefo'ert gin, dann ass et awer kloer, datt de' Käschten dofir glatt net ofhuelen, mä au contraire, de' Rationalise'erung wirkt sech just de contraire aus. Well da muss de Greffier résen, de Juge de paix ass énnérwé, eso' datt also wahrscheinlich de' Erspuernes, de' der do errechent huet, sech net op eso' e Chiffer beléft. Dat wir also administrativ gesi glatt net glécklech. Ech gléwen, datt de' Argumenter eis missten derzo' bewegen, fir eis d'Affaire nach eng Ke'er ze iwerléen.

Wat de' mënschlech Aspekter ugét, ass et jo nun awer eso', also we'negstens an dénen énzelle Kantonen dach, datt elo de' einfach Leit trotzdem emmer fro' sin, wann se irgendwe' eng Instanz hu, bei de' se könne goen an sech dokumente'eren. Aplaz datt se elo müssen, wann se irgendwe' wëllen é Renseignement froe, z.B. bei en Affekot goen, könne se hei ganz gutt bei é Greffier goen, oder . . .

M. Bieber. Oder bei en Notaire, de' machen et och "gratis".

M. Abens. Jo, just, Hér Bieber, fir op dat Argument do anzegoen.

Wann én acte de notoriété vun der Justice de paix gemacht get, da kascht en 100 Frang, während wann e beim Notaire gemacht get, da kascht en der wahrscheinlich iwer 250 oder nach weider. Mä net eleng dat, wann eso' é Conseil de famille ass, Hér Bieber, da müssen de' Leit, dé ganze Conseil de famille sech déplace'eren. Dé muss dann aus dem E'sleck vu Beiler/Leithum oder vu Lieler oder wo' en dann ass, entweder op Dikkerech oder an d'Stad oder op Esch goen, während se awer, wann se de' Justices de paix do hun, dat wahrscheinlich vill besser hun.

Op dér anerer Seit hu der dann och nés eng Ke'er de' Leit, de' dann op émol geruff gin als Zeien. Dir huet glatt neischt dra gesot an och neischt dra geschriwe, wat de' Leit als Zeiegeld ge'we kre'én. Bis elo, wann ech am Bild sin, wann é vu Woltz op Dikkerech firt, krit én ongefe'er 160, 170 Frang. Also do get glatt net driwer geschwat. Ech mengen also, datt wann én dem Staat da géng d'Käschte spueren, da wir et ewell schon doran interessant. Dir kommt natirlech an dir sot am Projet: dat get dann dem Delinquent opgekracht. Déje'negen also, dé gebo'sst get, krit also dann och nach eso' an eso', heiansdo 2 oder 3 mol eso'vill. Da muss also déje'negen, dé gebo'sst get, d'Pan och klaken, well elo zu Woltz oder zu Klierf oder zu lechternach ké Friddensgericht me' ass. Ech wéss net, ob dat Argument och ganz richtig ass, wat dann do gesot get. Ech fannen, datt och jiddefalls aus der Form dat net gutt ass. Mä wat dann och nach eng Tatsach ass a wat nach matspillt, dat ass, wann irgendwe' én ugeklot ass oder muss op d'Gericht goen, dén oft é ganzen Dag énnérwé ass. Dé verle'ert eso' vill Zeit, währenddém wo' e soss könnt op d'Friddensgericht goen a senge respektiven Uertschaften, wir et dach vill me' einfach. Ob de' Zentralisierung am Interesse ass vun der Verwaltung, am Interesse vun de Leit, dat bezweiwelen ech perse'nech ganz stark. Ech mengen, et ass é Facteur, dén an dénen énzelle gre'sseren Uertschaften jiddefalls also prédominant ass an dén do ganz wichtig ass, quitte datt én eng Le'sung do sicht, we' én dat kann eventuell mat Audiences foraines man. Mä ech gléwen awer, datt mer et net gutt genge machen, wa mer ge'wen dé Projet eso' an dér Form stëmmen. Ech perse'nech machen do meng Reserven an ech ka net dermat d'accord sin.

(Intervention.)

Jo, voilà . . . De Conseil d'Etat - e brauch net driwer ze schlofen - soll et ausschaffen, nach e besselchen.

M. Wantz. Hér Präsident, dir Hères! Nodém mir geschter owend eso' onerwart matgedélt kritt hun, datt haut schon dese wichtige Projet um Ordre du jour wär, muss ech soen, datt ech eso' eng Prozedur guer net begre'ssen.

Ech muss agestoen, datt d'Landbevölkerung opbruecht ass ge'nt d'Verschwanne vun de Friddensrichter. Vun alle Kantonen, de' et betrifft, si schon am Jor 1968 Resolutio'ne gefasst gin a Protestversammlungen ofgehale gin. Et hätt én no all dém dach gemengt, et ge'f ewe'neg Rücksicht op d'Landbevölkerung geholl, de' schons so'we'so' op ville Gebidder benodélegt ass. De Projet No 1320 brengt no mengen Analysen guer keng Erspuerner beim Staat, abso-

lut keng Virdéler fir d'Bevölkerung, mä am Ge'gendél vill me' Onkäschten a vill Inconvénient'en. Aus dem Rapport vum Groupe de travail spécial - Groupe Roger Maul - gét ervir, datt d'Zentralisati'o'n vun de Justices de paix keng Erspuernesser mat sech brengt. Eso' könne mir do liesen op der Seit 5, Alinéa 2 : "L'économie qui sera réalisée par une centralisation des justices de paix n'est pas déterminante." Ausserdem stellt de Rapport fest, datt z.B. fir d'Zeien d'Onkäschten dreimol me' he'ch gin no der Zentralisati'o'n. Datselwecht trefft zo' fir sämtlech Leit, de' den Dengscht vum Friddensgericht beanspruche müssen. Hei kann é soen, datt et an e'schter Plaz Leit betrifft, de' schlecht dru sin, z.B. d'Momperschaften : d'Mamm mat klenge Kanner, de' de Mann a Papp allze fre' verluer hun. Ech kann aus égener Erfahrung schwätzen. Als Member vun engem Familjerot war ech banne kurzer Zeit dreimol um Friddensgericht zo' Re'den. Hätten de' 6 Membren vum Familjerot sech op Dikkrech déplace'ere missen, wär dat fir ons alleguer e gro'ssen Inconvénient gewiescht, o'ni vun déne vill me' he'ge Käschten ze schwätzen. Ech sin der Ménong, datt d'Verwaltung fir d'Leit do ass an net emgedre't.

M. Hellinckx. Dat ass richtig.

M. Diederich. Dat ass e gudde Saz.

M. Wantz. Mir sollen emol kucken, we' se dat am Privatsektor machen. Mir sollen ons e Beispill un onse Geldinstituti'onen huelen. Et gin haut op all klengen Ortschafte Bankbüroen opgemach, fir de Leit entge'ntzekommen. Zo' Re'den aleng hu 4 Banken sech établé'ert, an doniewt besti Bankbüroen op all gre'sser Ortschaft vum Kanton, we' z.B. Beckerich-Nerden, Bungref, Grosbous, Perlé, Sël, Useldeng, Vichten a Wahl. Ech mengen, de' Leit mache kén Défizit, de' schaffen am Intérêt vun hire Client'en. Bis elo hun ons Justices de paix am Intérêt vun onser Landbevölkerung bestanen, an ech kann net verstoen, datt én eppes wéllt ofschafen, wat sech eso' lang bewährt huet.

Wa mir entge'ntgehal get, et misst eng Reform kommen, da wéll ech op dat auslännescht Beispill hiweisen. Eso' bestin no der Reform a Belgien weider Friddensrichter, de' absolut mat onsen ze verglichen sin an oft nach me' kleng sin. Well eben d'Zo'stänn vun der Province de Luxembourg mat onsen iwerenéstëmme, erlaben ech mir, de' belsch Reform, de' 1970 agefo'ert go'f, kurz ze analysé'eren. Am Arrondissement Arlon ass eng Justice de paix supprimé'ert gin, de' vu Fauvillers. Et war dat e Kanton vun zirka 3 800 Awunner, dén opgele'st go'f an op d'Kantonen Arlon, Bastogne an Neufchâteau verdélt go'f. Zo' Fauvillers war weder en Enregistrements- nach e Steier- oder Kadasterbüro. Dat ass ze vergliche mat Veianen, dat scho jorelang vun Dikkrech matgemat get.

De' aner Friddensrichter, we' de' vun Arlon, Etalle, Florenville, Messancy a Virton bleiwe bestoen. Intressant ass d'Zuel vun den Awunner vum Kanton Florenville : 10 500, a vun Etalle : 14 600.

Am Arrondissement Neufchâteau get eng Justice de paix supprimé'ert, de' vu Sibret mat 6 900 Awunner, dat zo' Bastogne fällt. D'Distanz vu Bastogne op Sibret : 7 km !

De' aner Justices de paix we' Bastnech, Bouillon, Neufchâteau, Paliseul, St. Hubert a Wellin bleiwe bestoen. Interessant : d'Population vu Bouillon : ca 6 900 ; Paliseul ca : 11 600 ; St. Hubert 10 500 ; Wellin : 5 500.

Am Arrondissement Marche hu mer de'selwecht Situati'o'n. Hei bleiwe Justices de paix bestoen we' Houffalize : ca 7 700 Awunner ; La Roche : 8 248 Awunner ; Vielsalm : 7 685 Awunner usw.

Hei zu Letzeburg hu mer keng Justice de paix (Kanton), de' manner we' 10 000 Awunner huet. Folgelech hu mer an der Belsch no der Reform vill me' kleng Justices de paix we' momentan bei ons. Wann onst Nopeschland Grënn hat, fir de' Justices de paix bestoen ze lossen, ech mengen, da missten de' Grënn och fir ons zielen. Am franse'sche Grenzgebitt hu mer de'selwecht Situati'o'n : Hei si Friddensrichter (Tribunaux d'instance) zu Metz, Château-Salins, Thionville, Hayange, Forbach, Boulay, Sarrebourg, Sarreguemines a St. Avold ; Greffes permanents zu : Bouzonville, Faulquemont, Phalsbourg, Bitche a Morhange.

Als Vergleich, e puer Distanzen teschend 2 Greffen : So' hu mer vun Thionville op Hayange : 12 km. ; Boulay op Bouzonville : 16 km. ; Faulquemont-St. Avold : 15 km. ; Faulquemont-Morhange : 13 km. ; Morhange-Château-Salins : 16 km. ; also vill me' kleng Distanzen no der Reform ass we' bei ons bei dem jetzege System. An dém Zesammenhang ble'f nach ze soen, datt d'Verke'erszo'stänn bei ons am F'sleck am Wanter äusserst schlecht sin.

Aus dem Vergleich kann é also d'Schlussfolgerung ze'én, datt eng Zentralisati'o'n vun onse Justices de paix sech a kenger Hinsicht justifizé'ert. Wat d'Arbecht vun de Greffier'en ubelangt, wéll ech soen, datt wann de' belsch Greffier'en vu Florenville, Etalle, Bouillon, Paliseul, St. Hubert, Wellin, Houffalize, Laroche, Vielsalm, etc. bestoe gelloss gin, datselwecht och fir eis Verhältnesser zo'treffe misst.

Et ass ons Missio'n, eng gesond Regionalisierungspolitik ze bedreiwen an och der Landbevölkerung de' Servicer ze lossen, de' se bis elo haten, wann dat einegermossen ze verantwerten ass. Mir därke net ze vergiessen, datt wa mer d'Gerichter eng Ke'er centralisé'ert hun, de' aner Verwaltungen nokommen. Mir ennerstetzen domat d'Landflucht. Wo' et haut schons bal onme'glech ass, an déne gro'ssen Zentren eng Parkplaz ze fannen solle mer dat um Land lossen, wat do ka sin. De' lescht Joere konnte mer feststellen, datt d'Bevölkerung vun de Landgemengen net me' eso' se'er ofgeholl huet, an dat durch d'Aplanzung vu verschiddenen Industrien. Andem datt d'Regierung de' Politik weiderfe'ere wéllt, kent enges Dags de' Zeit, wo' eis Landbevölkerung erem zo'helt. Aus all déne Grënn musse mer versichen, ons Verwaltungen um Land beizebehalen.

Ech wéll nach op e Saz am Rapport vum Groupe de travail hiweisen (Seit 5, sub 1) a wo' eng Parti vum Groupe de travail virgeschloen huet, nemmen d'Richter zu Letzeburg, Esch an Dikkrech ze centralisé'eren, mä d'Greffier'en bestoen ze lossen. Ech mengen, des Solutio'n ass de' énzeg richtig, an ech schloe vir, d'Richter sollen an dém Senn centralisé'ert gin an op de Kantonalhaptuertschaften we' Capellen, Klierf, Iechternach, Grevemacher, Miersch, Re'den, Re'mech a Woltz do sollen des Greffes permanents agericht gin.

Ech resumé'eren : d'Zentralisatio'n brengt net de' Vir-déler, de' vu verschiddene Seiten avance'ert gin. Et ass keng Erspuernes, mä au contraire vill Ongewësses a leschten Enns gre'sser Dépensen an Inconvénient'en. Mat dem Ausland verglach ass d'Zentralisatio'n a kenger Hinsicht ze justifi-ze'eren. D'Landflucht därf net mat Hëllef vun der Regierung favorise'ert gin.

Ech verlangen d'Beibehale vun onse Friddensgerichter an dém Sënn, we' eng Parti vum Groupe de travail et virgeschloen huet, d.h. d'Zentralisatio'n vun de Richter zu Letzeburg, Esch an Dikkrech an d'Asetzen vu Greffes permanents zu Capellen, Klierf, Iechternach, Gre'vemacher, Miersch, Re'den, Re'mech a Woltz.

M. Cravatte. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'intitulé de ce projet de loi ne donne qu'une idée partielle de son contenu et n'est pas forcément révélateur de sa portée véritable : "Projet de loi portant réorganisation des justices de paix". Cette rédaction pourrait faire croire qu'il s'agit de réaménager le statut des justices de paix, alors qu'il s'agit bien sûr de cela, mais au prix de la suppression de la plupart de ces juridictions, toutes de la campagne et du renforcement du personnel et de l'extension territoriale des trois autres qui subsistent.

Certes, le projet laisse subsister l'institution comme telle. Elle est maintenue. Elle ne disparaît pas de notre système judiciaire et même, avec l'ultérieure extension de compétence au civil et au pénal, elle est destinée à prendre plus d'importance.

N'empêche que l'adoption de ce projet de loi porterait une atteinte considérable à la physionomie d'une judicature séculaire, traditionnelle, proche de la population des cantons ruraux. Il est hors de doute que la suppression de la plupart des sièges actuels pourra être ressentie avec une certaine amertume ici et là, susceptible, il est vrai, d'être tempérée par un certain nombre de mesures transitoires.

Ce projet de loi a cheminé par une élaboration assez longue, mouvementée, non dépourvue de rebondissements, après des phases d'inaction et d'hésitation. Les avatars par lesquels il est passé, les critiques qu'il a soulevées publiquement dans certains milieux, également politiques, dès qu'il fut connu, indiquent assez clairement que le thème qu'il nous propose est assez controversé. Ce n'est évidemment pas une raison de ne pas l'aborder de front et de provoquer enfin sur le plan législatif une décision soit approuvée ou désapprouvée ou qu'elle soit même dilatoire, mais alors fondée sur des prises de position formulées en toute clarté dans cette enceinte. Je suis d'accord à reconnaître qu'il est indispensable de créer enfin une situation nette.

Le projet entend réformer l'institution de la Justice de paix par une concentration des magistrats et des greffiers sur les 3 principaux sièges. Le but recherché est de mettre un terme à l'existence de celles des justices de paix qui se trouvent dans des cantons où elles sont insuffisamment occupées et de garantir une activité plus complète par le regroupement sur 3 tribunaux régionaux avec des magistrats qui ne soient plus, lorsqu'ils prennent leurs fonctions, des débutants dans la carrière des juges.

Cette visée est certainement louable comme telle. Mes amis et moi, nous n'avons rien à y objecter. Nous sommes

d'avis que nos institutions doivent être réformées — on ne saurait trop le répéter — et en principe et en soi, il n'y a certes rien à redire à des entreprises de ce genre. Ceci, il est vrai, comporte une réserve importante sur laquelle j'insisterai dans un instant.

Mais en aucun cas on ne saurait reprocher au Gouvernement précédent d'avoir préparé un projet de loi sur la réorganisation des justices de paix. J'ai été un peu interloqué par l'intervention de notre collègue M. Hellinckx tout à l'heure qui a entendu endosser au Gouvernement précédent la responsabilité de ce projet de loi et de le faire aujourd'hui apparaître comme étant celui qui devrait aujourd'hui encore répondre du fait que la Chambre est saisie d'un tel projet de loi. Tout de même n'oublions pas que le Gouvernement précédent est trépassé et laissons-le reposer en paix. Mais le fait est que le projet qui a été préparé par le Ministre de la Justice du Gouvernement précédent, M. Dupong, a été repris par le Gouvernement actuel et nous avons entendu tout à l'heure M. le Ministre de la Justice recommander à la Chambre d'adopter ce projet. Par conséquent je pense que c'est bien le Gouvernement actuel qui doit prendre ses responsabilités et il les a prises. Alors de grâce ne cherchons pas à mettre dans cette affaire en cause la responsabilité d'un Gouvernement qui n'est plus là.

La question a été soulevée de savoir si le projet de loi apporte finalement des avantages suffisamment appréciables pour que se justifie cette opération incisive de la suppression de 9 justices de paix, dans lesquelles je comprends évidemment celle du canton de Vianden. Des doutes ont été manifestés à cet égard. D'aucuns estiment que les avantages de la réorganisation projetée sont plus que neutralisés par des inconvénients qui pèseraient plus lourd dans la balance. Je ne juge pas nécessaire de m'exprimer autrement sur cet aspect du problème qui se trouve largement étalé dans les préactes.

Des travaux préparatoires considérables ont été effectués et tous les aspects ont été minutieusement examinés et discutés. Et comme d'autres orateurs qui m'ont précédé je tiens d'ailleurs à rendre hommage au rapporteur qui a fait la synthèse de tous ces arguments dans un rapport remarquable sous tous points de vue, parce que aussi complet que précis, aussi clair que pertinent.

Le projet de loi, après les diverses retouches que la Commission juridique y a apportées sur les propositions du rapporteur est techniquement tout-à-fait au point. C'est ma conviction profonde et nous n'avons donc pas d'autres observations à y présenter.

Néanmoins la question se pose — et elle a été posée — de savoir si en l'état actuel des choses, ce projet doit être voté ou non et nous estimons que ceci est une question qui doit être laissée à la conscience et à la conviction de chacun des membres de cette assemblée.

Je tiens à faire remarquer, pour qu'il n'y ait pas de mal-entendu sur ma propre attitude, que dans la Commission juridique, lorsque nous avons discuté pour la première fois le rapport d'ensemble présenté par notre collègue M. Biever, j'ai tenu à faire noter mon abstention sur la question de l'adoption ou du refus de ce projet de loi, car j'estime qu'à côté de tous les aspects qui ont été mis en lumière parfaitement par le rapporteur il y a peut-être un aspect qui mérite

qu'on le souligne plus expressément et c'est celui de l'aménagement du territoire dont certains orateurs ont déjà parlé. Dans ce contexte, je dois évidemment faire remarquer, pour définir ma position et celle de mes amis, que ce Gouvernement — nous parlons du Gouvernement actuel — s'est engagé à mettre en oeuvre un plan général d'aménagement du territoire dont il a signalé à maintes reprises le caractère d'urgence et il s'est souvent déjà déclaré prêt à aller de l'avant dans cette matière. Dans le cadre d'une politique globale d'aménagement du territoire il est beaucoup question d'un réaménagement des unités administratives et je dois encore une fois rendre hommage au rapporteur puisque lui-même dans son rapport a traité de ce point dans les termes suivants et je me permets de citer les deux ou trois phrases qui sont relatives à cet aspect de la question, aspect à mon avis essentiel.

Voici ce que l'on lit dans le rapport de l'honorable M. Bieber sur ce point :

“Il est certain que avec l'aménagement du territoire, les cantons, dans leur forme actuelle, éclateront et feront place à d'autres unités administratives, de même qu'un regroupement par voie de régionalisation ou même ultérieurement de regroupement des communes est en voie de se dessiner. Dans cette optique, on devra, au moment voulu, reconsidérer le découpage territorial des arrondissements judiciaires pour toutes les juridictions en les basant sur les communes. Comme sans doute à brève échéance ce nouvel état de choses ne sera pas encore atteint, il ne convient pas pour autant de retarder la concentration des justices de paix”.

Vous voyez donc l'aspect de la question, cet aspect de la question qui est soulevé depuis une demi-heure par un certain nombre d'orateurs — et je l'ai fait moi-même — il a été traité par le rapporteur, il faut lui en savoir grâce. Je suis d'accord avec les considérations qu'il a développées, mais je ne partage pas tout à fait sa conclusion sur ce point lorsqu'il dit qu'à brève échéance le nouvel état de choses, qui devra être réalisé par l'adoption d'un plan général d'aménagement du territoire, ne peut pas encore être atteint et sous cet aspect la discussion a un caractère politique. J'ai dit, ce Gouvernement est attaché à l'idée d'aménagement du territoire et il fait de cette idée d'aménager le territoire national l'une de ses priorités. Il préconise la nécessité de réaliser cet aménagement du territoire à toutes les occasions et il nous en parle à tout moment et il en fait un thème essentiel de sa politique. Alors je dis, ce Gouvernement devrait se présenter avec nous et nous dire comment il imagine cet aménagement du territoire. La question se pose de savoir s'il ne convient pas de laisser en suspens les projets de réforme comme celui que nous discutons en ce moment jusqu'à ce que le Gouvernement ait bien voulu nous dire quels sont les objectifs qu'il cherche à atteindre, quel est le réaménagement également au point de vue administratif qu'il entend mettre en oeuvre pour le territoire luxembourgeois. Il faut en effet comprendre — et là encore le rapporteur s'en est expliqué — que la mesure qui nous est proposée, suppression de 9 justices de paix, y comprise celle de Vianden, et regroupement en trois centres, est en soi une mesure grave et importante pour les chefs-lieux de canton qui seront touchés.

Les cantons et leurs chefs-lieux sont sentimentalement, moralement et aussi matériellement attachés à leurs juridictions. C'est la présence de ces juridictions qui a donné, dans l'ordre administratif, un prestige incontestable à ces centres de notre campagne, lieux centraux du développement futur de nos campagnes, et je crois qu'il faut encore toucher l'aspect de l'aménagement du territoire en constatant que dans notre pays se forme en ce moment un certain nombre de pôles de développement, songez à la région de Bascharage, canton de Capellen, qui groupe de plus en plus d'industries et qui attire à elle de plus en plus d'habitants, songez à la région de Colmar-Berg, Mersch, avec les usines Goodyear et les autres qui se sont implantées dans cette zone, songez à la zone portuaire de Mertert et on parle d'industrialiser cette zone. Songez à la région en amont de Remich où l'on parle d'implanter également des usines. Il ne faut pas négliger cet aspect de la question et au cours des années qui viennent il peut y avoir des évolutions qui changeront l'optique que nous avons aujourd'hui. Cela je le dis non pas pour exclure dès à présent l'opportunité de réaliser cette réforme, mais je voudrais que le Gouvernement s'en explique et qu'il nous dise quelles sont ses idées, quels sont ses objectifs, où va-t-on avec l'aménagement du territoire et quel sera le découpage ultérieur administratif du pays.

La Chambre devrait être éclairée sur cela, car il n'est tout de même pas admissible de procéder constamment par des réformes partielles, de procéder par bribes, à la fin du compte il y aura un ensemble, mais un ensemble désordonné, incohérent, dépareillé et nous prenons peut-être des mesures qui plus tard, lorsque l'optique aura changé, ne sont plus justifiées.

Nous savons que d'après le projet de loi sur l'aménagement du territoire c'est M. le Ministre de la Justice et en même temps Ministre de l'Intérieur qui coordonnera tous les travaux qui seront fournis par les divers départements ministériels, il est donc très bien placé pour donner à la Chambre quelques éclaircissements. Et aussi longtemps que ces éclaircissements n'auront pas été fournis, je dis que la fraction du parti social-démocrate tiendra sa décision en suspens quant à savoir si elle doit voter ou ne pas voter ce projet.

(Très bien ! sur les bancs du parti social-démocrate.)

M. le Président. La parole est à M. Elvinger.

M. Elvinger. Hër Präsident, dir Damen an dir Hëren ! Ech huelen hei kurz Stellung a mengem perse'nlechen Numm zu desem Projet, o'ni wëllen an d'Détailler anzegoen. Den Text, dén haut virleit, ass d'Resultat vun eingehenden Etüden, vu langen Diskussio'nen an Avis'en, de' besonnesch seit dem Joer 1968 stattfond hun a viru kurzem an der Commission juridique ofgeschloss gi sin.

Zu dém Projet leit en ausgezéchten an erschöpfende Bericht vun der Commission juridique vir, fir dén ech de Rapporteur, den Hër Tony Bieber, oprichtig félicite'eren. Dese Rapport ass e Modell an senger Art, dén all Aspekter, all Vir- an Nodéler vun deser Reform grëndlech ënnersicht. Seng Konklusio'nen sin an der Commission juridique mat gro'sser Majorite't ugeholl gin.

Ech hun d'Evolutio'n vun desem Projet seit 3 Joer an der Commission juridique vun no materlieft. Ech muss soen, datt ech 1968 seriös Bedenken hat ge'nt dén démolegen Text, dé vun de Lokalautorité'ten a vun de Greffier'en stark kritize'ert a gre'sstendéls verworf go'f. Et wor seriös dervunner Rieds, fir d'Reorganisatio'n vun de Friddensgerichter zreckzustellen a fir d'allere'scht d'zivil an d'penal Kompetenzen vun de Friddensgerichter ze erhe'gen bzw. ze erweideren.

Et wor de jetzege Justizminister, den Hér Eugène Schaus, dén den 21. Januar 1970 d'Idee hat, fir e Groupe de travail anzesetzen, an dém all Intresse'ert, also och d'Magistratur, d'Greffier'en an de Barreau, vertratt woren. De Justizminister huet dêr Arbechtsgrupp eng genau define'ert Missio'n gin, an si hat als Missio'n speziell ze ënnersichen, ob dé Projet mat all senge Konsequenzen an Auswirkungen och wirklech eng Rationalisatio'n an eng Verbesserung geng matsechbréngen, mä och fir, no Pre'fung vun alle bekannten Awenn, Amendement'en ze propose'eren.

Et ass de Verdengscht vum Hér Justizminister Schaus a vun desem Groupe de travail, dén ënnert dem Vîrsetz vum Hér Roger Maul, Präsident vun der Chambre des Comptes, stong, datt de Projet nés opgegraff konnt gin an eng wesentlech verbessert Form kritt huet.

We' ech also schons gesot hun, hat ech perse'nlech Verständnes fir all de' Awenn, de' bis 1969 ge'nt de Projet an senger e'schter Form virbruecht go'wen. Verschidde vu menge politesche Frënn hun sech och ge'nt de Projet ausgesprach. Mä durch den Avis vum Groupe de travail, durch de' Verbesserungen, Erlichterungen an Iwergangsbestëmmungen, de' hien an engem stark amende'erten Text virgeschloen huet, ass eng Evolutio'n agetratt, menger Ménong no, an huet de virleienden Projet en aneren Aspect kritt, dem mir Rechnung müssen droen an dém ech perse'nlech mech net ka verschle'ssen.

De Groupe de travail kent zur Schlussfolgerung, dass d'Reorganisatio'n vun de Friddensgerichter eng No'twendegkét ass, dass se eng Rationalisierung a Modernisierung vun den Arbechtsmethoden a vum Wirken vun de Friddensgerichter mat sech brengt. Dass dobei gewess Inconvénient'en entstin a gewess Gewunnechte geste'ert gin, ass net ze vermeiden all Ke'er dann, wann én eppes Neies mecht.

De' Iwergangsle'sungen an de' Erlichterungen, de' speziell fir d'Greffier'en elo virgeschloen gin, si vun der Commission juridique als Amendement'en iwerholl gin. Ech gléwen ze wëssen, dass och d'Greffier'en, dénen hire Widerstand ge'nt den 1. Projet ganz stark war, sech gre'sstendéls mat dem neien Text offanne können. Wann nach eng Resistenz oder Oppositio'n sech manifeste'ert, dann ass et speziell bei gewëssen Autorités locales a bei de Justiciablen vu verschidde Landkantonen. A mir hun de' Oppositio'n jo hei op der Tribün durch d'Interventio'n vun enger Serie vu Kollegen gehe'ert sech ausdrécken. Des Oppositio'n ass also och hei op der Tribün zum Ausdrock komm, an den Hér Rapporteur Bieber ass an sengem Rapport eingehend nach eng Ke'er op d'Vir- an Nodéler vun der Reform agangen. Ech wëll se duerfir net widerhuelen, mä ech verweisen op de' Amendement'en an Iwergangsbestëmmungen, de' ons Commission juridique iwerholl huet. Eso' geseit enner anerem den Artikel 5 vir, dass de Grand-Duc Audiences

foraines kann afe'eren, we' dat bis elo de Fall ass. Dass Audiences foraines an der Zukunft sollen autorise'ert gin, ass vu verschidde Virriedner bezweiwelt gin, mä wann d'Dispositio'n aus dem Artikel 5 kent a wann de Justizminister sét, et wär d'Intentio'n, vun der Regierung, Audiences foraines ze schafen, dann hu mir de' Satisfactio'n, wa mir d'Erklärung vun der Regierung kre'en, dass tatsächlech Audiences foraines an dêr Mane'er, we' se virgesi sin, agefe'ert an durchgefe'ert gin.

D'Greffier'en bleiwe während enger Iwergangszeit vu 6 Joer sur place, wann si net selwer hir Versetzung froen, a können hiren Avancement sur place kre'en. Wann se hir Ernennung bei en anert Gericht kre'en, dann duerfen se weider an hirem ale Wunnuert reside'eren. Fir de Verloscht vum Casuel ass eng Kompensatio'n virgesin, a wann de Greffe zo'gemat an de Greffier versat get, kritt hie fir sei Matériel eng Entschiedegung vu 15 000 F bei Index 100. Bei dénen Awänn, de' eng gewëss Berechtegung an der oeffentlecher Ménong behalen, ass déje'nege vun der Verlagerung vun de Gerichter vum Land ewech an de' drei Haptstied dé stärksten, wann net vleicht dén enzege Grond, dé kann opgefe'ert gin.

Et ass kén Zweiwel, dass et e Virdél ass fir d'Justiciablen, d'Parteien an d'Zeien, wann se d'Gericht an der nächster Noperschaft hun.

Fir d'Leit aus dem E'sleck ass et me' weit op Dikkerech we' op Woltz oder op Klierf. Besonnesch fir gro'ss Déler vum Kanton Capellen ass d'Zo'stännegkét vum Escher Gericht o'ni Zweiwel en Nodél we'nt de Communicatio'nen, de' jiddefalls am allgemengen an desem Kanton besser sin mat der Haptstad. Mir sin ower, dir Héren, net me' an der Postkutschenzeit, an no de Statistiken kent bei eis am Land en Auto op 4 Leit, an d'Transportme'glechketen mat Bus an Auto no den Zentren sin haut besser, we' se je waren.

D'Kantonsgrenzen gi ganz secher am Kader vum Aménagement du territoire geännert, an d'Kantone gi se'er wahrscheinlech verwaltungsme'sseg durch aner Unités administratives ersat. Et muss én sech d'Fro stellen, ob et net vleicht ubruecht wär, den zwéten Alinéa vum e'schten Artikel ze amende'eren an dém Senn, datt de Kanton Capellen aus der Kompetenz vum Escher Friddensgericht erausgeholl ge'f gin an un d'Friddensgericht vu Letzeburg ugeschloss ge'f gin.

M. Mart. Eso' gét et, dat ass den e'schte Schrett.

M. Elvinger. Ech hun de' Idee ervirbruecht och an der Commissio'n, de Groupe de travail huet schon drop geäntwert, an ech kann iech soen, datt d'Commissio'n de' Propositio'n ofgelehnt huet, well de Kanton Capellen we'nt senger Ausdehnung a senge gro'sse Südgemengen e'schter zo' Esch gehe'ert. Mä et ass derwert awer, datt én dervu schwätzt.

Et get och geltend gemat, datt d'Kantonalhaptortschaften un Usin an un Trafik genge verle'eren: d'Verschwanne vun de Friddensgerichter geng fir de' 8 betrafte Gemengen materiell a moralesch Nodéler mat sech brengen. Dat hun de' Virriedner viru mir ausfe'erlech gesot. Dén Awand schengt mir am jetzege Stand vun der Praxis awer iwer-

driwen. D'Affären, de' durch de' 8 Friddensrichter haut nach erledigt gin, machen nemme me' 25% vum Total aus, während 75% bis 80% vun alle Friddensgerichtsachen an dénen drei Haptstiedt juge'ert gin. No der virleiender Statistik sin am Gerichtsjor 1967-68 zo' Woltz am ganzen 12 Zivilurtéler an zo' Clierf eso'guer nemme 6 gesprach gin. De Parteien- an Zeienverke'er helt bei déne klenge Richter dauernd of aus verschidde Ursachen, we' z.B. d'Ofwanderung, d'wirtschaftlech Entwecklong, de Wuelstand, an dat hun d'Statistiken éndeitig bewisen.

Op der anerer Seit ass et secher, datt durch d'Zesummeléeen vun de Gemengen an den Aménagement du territoire de' hapt Landgemengen nei Zo'stännegkéten an der Zukunft kre'en, de' hinne me' Importenz a Prestige gin we' de' aktuell Friddensrichter, vun dénen der 5 schon seit Joren ké reside'rende Richter me' hun. De Greffier soll nach fir eng 6-jähreg Iwergangszeit sur place bleiwen. De' Renseignermenter a Rotschle', de' si vun de Leit gefrot gin, gin dach haut scho gre'stendéls durch den Telephon gemat. Gewess, Onkommodité'ten, de' wuel vu Fall zo' Fall entstin, sin onvermeidlech, mä net eso' bedeitend, datt se dest fortschrettlecht Gesetz solle verhénneren, wat der Evolutio'n vun eiser moderner Zeit entsprecht. Wann d'Chamber dese Projet net réalise'ere kann, dann ass et net ze erwarden, datt de' gro'ss Projet'en vun der Zesummeléeung vun de Gemengen, vum Aménagement du territoire a vun enger gro'sser Verwaltungsreform, de' vill me' einschneidend Emännerungen mat sech brenge sollen, je heibannen könne réalise'ert gin.

M. **Biever**, rapporteur. Très juste ! C'est un cas-test ici.

M. **Elvinger**. Hei ass wirklech en Testfall. Dat Wuert ass hei de mëtteg gebraucht gin.

Bei déne gro'ssen Avantagen, de' dest Gesetz iwer d'Reorganisatio'n vun de Friddensrichter mat sech bréngt an de' de Rapporteur eingehend opgezielt huet, wëll ech speziell Wert drop léen, datt no diesem Gesetz d'Kompetenzen vun de Friddensrichter zivil a penal erhe'cht könne gin. Dat erme'glecht eng weitgreifend Reform vun onser jetzeger Justizorganisatio'n. D'Kompetenzerweiterung vun de Friddensrichter, de' an anere Länner, speziell a Frankreich, schons durchgefé'ert ass, bréngt eng Entlaschtung fir eis Tribunäl a fir eisen Obergerichtshof. Et bréngt och eng Beschleunigung vun der Erledigung vun den Affären. D'Prozedur an d'Käschte beim Friddensgericht si me' einfach a me' niddreg we' bei dénen aneren Instanzen. Et bréngt der Magistratur an de Greffier'en besser Avancementsme'glechkéten a séchert eng besser a me' rapid a me' bëlleg Justiz bei dénen 3 neie Friddensrichter. Dat schéngt mer wirklech de Fall ze sin, a wann én de' Affär am Fong analyse'ert, ass de Projet hei am Intérêt vun allen onse Justiciablen an och am Intérêt vun déne vun de Landkantonen. Dese Projet stellt tatsächlech eng Rationalisatio'n duer. Durch de Rapport vum Groupe de travail Maul ass de Projet stark amende'ert gin a muss un de Conseil d'Etat zréckgoen. Wann de' Amendementer ugeholl gin, de' vum Groupe de travail propose'ert go'wen an de' vun der Commission juridique iwerholl gi sin, a wann de' Amendementer alleguerten hei an der Chamber erem an zwéter Liesung akzepté'ert gin, werd ech

a mengem perse'nlechen Numm en faveur vun diesem Projet de loi stëmmen.

M. **Wagner Georges**. Hër Präsident, dir Damen an dir Hëren ! De Projet betreffend den Aménagement du territoire ass e Projet, dén hei de mëtteg och erwähnt gin ass an op dé mer nach lang mussen warden. Dé get ons vleicht guer net de' Satisfaktio'n, de' mer vun him erwarden, well et ass eso', datt net emmer e Gesetz, wat nür hei stëmmen, an der Praxis eso' empfond an opgeholl get, we' mir mengen. Ech denken do z.B. un de Projet betreffend d'Felderzusammenlegung, dén, trotzdem mir et gutt gemengt haten, vill Stéps opgewirbelt a vill Onzefriddenhét geschafen huet.

D'Declaratio'ne vum Hër Rapporteur an och vum Hër Minister iwer d'Audiences foraines hu mech an de gro'ssen Ligen bero'egt. Mä ech wëll hun, dass dat eng formell Declaratio'n vum Minister get an dass, wann de Projet un de Conseil d'Etat zreck gét, mir kloer gesin, dass et net gemengt ass, dass no 6 Joer d'Audiences foraines agestalt gin. An diesem Moment ass et eng Regularisierung vun enger bestehender Situation de fait. D'Leit aus dem Klierfer an aus dem Woltzer Kanton gi vu Friddensrichter bedengt, de' hiren Domicile zu Dikkerech hun. De' Solutio'n ass gutt, an ech gesin net, dass eng gro'ss Emwälzung kent. Wann d'Audiences foraines ge'we verschwannen, da könnt ech net verstoen, dass z.B. grad an diesem Joer d'Klierfer Gemeng e Gebai kaft huet, fir d'Friddensgericht ennerzebringen, an de Kaf vun dem Haus ass vum Hër Innenminister a vum Hër Justizminister guttgehéscht gin. Mir können net Gebaier fir Friddensrichter bauen, an et gét eis dann we' mat de Scho'len, wo' mir och Gebaier gebaut hun, an herno hate mir keng Kanner me' fir an d'Scho'len.

Wann also den Hër Minister an den Hër Rapporteur formell d'Declaratio'n gin, dass d'Audiences foraines bestoe bleiwen, da kann ech averstane sin.

M. **Biever**, rapporteur. Je l'ai dit itérativement.

M. **le Président**. M. Herr a la parole.

M. **Herr**. J'ai l'intention de poser certaines questions à M. le Ministre de la Justice, mais si le Ministre n'est pas présent je ne voudrais pas le faire. Je prendrai la parole en présence de M. le Ministre.

M. **le Président**. Tous les orateurs ont la même prétention.

M. **Herr**. Je voudrais poser des questions précises, mais comme le Ministre n'est pas présent . . .

M. **Biever**, rapporteur. Il reviendra . . .

M. **Elvinger**. Kuckt, ob de Minister do ass, hie war dach de ganze Mëtteg do.

M. **Wagner Georges**. Et ass ké Reproche fir de Minister. (M. le Ministre Eugène Schaus entre dans la salle.)

M. Herr. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme nous venons de l'entendre de la part des différents orateurs, ce projet de loi comporte d'un côté des avantages et d'autre part des inconvénients, il n'y a pas de doute.

En ce qui concerne les avantages, il faut les chercher sur le point de vue administratif. Il est certain — et M. Elvinger vient de le dire — que du point de vue juridique il y a certainement une rationalisation qui est recommandable.

Je me demande cependant si, dans la forme où ce projet se présente actuellement, les effets de ce projet ne sont pas relatifs en ce sens que si nous acceptons par exemple les audiences foraines, que j'approuve complètement comme d'ailleurs tous les orateurs qui m'ont précédé, je me demande cependant si dans ces conditions-là ce projet a encore une valeur effective, parce qu'en somme j'ai l'impression que cela prend la valeur de cette rationalisation qui était en somme prévue par les auteurs de ce projet.

J'ai l'impression d'ailleurs que dans cette affaire on aurait peut-être pu présenter simultanément les autres réformes — et cela aurait donné plus de valeur — la question de l'augmentation de la compétence qui a été discutée ici et également la question de la simplification de la procédure. Dans ce projet de loi nous avons en effet constaté qu'il contient des dispositions qui n'ont absolument rien à faire avec les justices de paix. Alors je me demande pourquoi on n'a pas peut-être pu introduire dans ce projet également des dispositions de simplification de la procédure, questions de citation, on aurait pu . . .

M. Tony Biever, rapporteur. Cela a été fait, Monsieur Herr, lors de la loi sur les huissiers, où nous avons déjà anticipé sur la simplification des citations qui dorénavant se font devant les justices de paix par la voie postale, à telle enseigne que nous avons pu biffer dans cette loi-ci un paragraphe relatif à cette citation.

M. Herr. Je suis bien au courant de cette disposition, mais je vous demande si on n'avait pas pu aller plus loin dans cette voie, par exemple en adoptant une procédure comme elle est prévue par exemple en matière de bail à loyer ou comme en matière arbitrale, enfin on aurait peut-être encore pu simplifier dans ce sens et c'est ce que je voulais dire.

D'un autre côté il y a par exemple la question des appels. L'appel qui doit être fait contrairement à l'opposition par une déclaration en greffe, oblige à des déplacements qui, d'après mon avis, auraient pu être évités dans le présent projet. Mais enfin, voilà quelques questions qui auraient pu se poser à ce propos.

En ce qui concerne maintenant les inconvénients, ceux-ci ont été relevés par toute une série d'orateurs, je ne voudrais pas insister autrement, mais je voudrais quand même vous dire que d'une façon générale la justice de paix représentait en somme le canton. Si nous allons au fond des choses, qu'est-ce qu'un canton ? C'est un ensemble de communes, mais ces communes n'avaient aucune liaison entre elles et les différentes communes d'un canton ou d'un autre ne se différenciaient pas, la seule chose qui en somme était l'âme du canton, c'était la justice de paix. Il y avait aussi certaines

administrations qui, si vous voulez, dans un certain sens en dépendaient comme par exemple l'administration de l'enregistrement qui surtout pour les actes judiciaires dépendait de la fonction du juge de paix. Je me demande si en abolissant les justices de paix cela n'entraînera pas, dans une certaine mesure également, une influence en ce qui concerne les autres administrations.

En ce qui concerne maintenant les différents points de cette affaire je voudrais avoir certains renseignements en ce qui concerne les idées sur p.ex. les séances foraines qui sont prévues. En ce sens-là je pourrai également tranquilliser M. Wagner, parce que j'ai l'impression que si on introduit une séance foraine, c'est un provisoire qui dure certainement comme tous les provisoires.

Une voix. Dat stëmmt.

M. Herr. Mais je voudrais quand même ici savoir si nous allons instituer des séances foraines qui deviendront — si vous voulez — une institution, est-ce qu'alors ces séances foraines ont un caractère obligatoire ou facultatif pour le justiciable ?

M. Biever, rapporteur. J'ai touché ce point dans le rapport, j'ai cité la jurisprudence qui dit qu'il n'y a pas de compartimentage, que la compétence s'étend sur tout l'arrondissement de la justice de paix et que tout au plus une question de frais peut se poser si au lieu d'assigner un défendeur devant le lieu le plus proche à une audience foraine, on l'assigne par exemple à Diekirch. Ce problème a été résolu dans le rapport même.

M. Herr. Oui, Monsieur le rapporteur, j'ai bien lu ces dispositions dans votre rapport, mais je dois vous dire que je n'ai pas trouvé ma satisfaction parce que je peux très bien me figurer que si nous avons une séance foraine par exemple, le Procureur citera au pénal devant la juridiction de Diekirch p.ex. au lieu de la juridiction de Clervaux ou de Wiltz. Ou bien je peux dans une affaire civile citer à mon gré, quitte à ce qu'il y a une question de frais, je peux citer devant le juge forain ou bien devant la juridiction à Esch ou à Luxembourg ou à Diekirch. Et puis il y a une autre question qui se pose dans le même ordre d'idées : c'est la question des appels. J'ai déjà touché cette question tout à l'heure, l'appel doit être fait au greffe par une déclaration. Si donc — et je parle en matière de police — je dois relever appel contre un jugement qui a été prononcé p.ex. par un juge forain, est-ce qu'alors je devrai me déplacer encore devant cette . . .

Plusieurs voix. Non, non.

M. Herr. Vous dites non, la question . . .

M. Biever, rapporteur. Ces questions sont résolues par la jurisprudence et sont résolues par les textes. Je ne peux pas dire autre chose. Ces appels sont à faire à Diekirch, à Luxembourg ou à Esch.

M. Herr. Oui, si vous le dites et si M. le Ministre est du même avis, alors je suis satisfait, mais je voulais avoir cette réponse parce qu'elle ne se dégage pas clairement du texte.

M. Eugène Schaus, Ministre de la Justice. Je suis du même avis.

M. Herr. Si vous êtes du même avis, alors je suis d'accord. Les appels se feront donc au siège.

En ce qui concerne maintenant le juge de paix, je dois vous dire également que personnellement je ne suis pas tout à fait satisfait avec le terme de juge de paix directeur. Evidemment je suis d'accord qu'on peut discuter, mais c'est un terme qui n'est pas, d'après mon avis, dans le langage juridique français . . .

M. Biever, rapporteur. Mais si, il est justement repris de l'ordonnance du 22 décembre 1958 et vous le trouverez à la page 79 où il est dit que dans les justices de paix — en France ce sont les tribunaux d'instance — où il y a plus de deux juges l'un des deux juges prend le titre de juge-directeur. Et nous l'avons étendu également à la justice de paix de Diekirch.

M. le Président. Monsieur le rapporteur, vous êtes évidemment dans votre droit de prendre la parole pour répondre à une question, mais est-ce que vous ne pourriez pas le faire dans un ensemble après avoir écouté l'orateur, parce que toutes ces interruptions . . .

(Interruptions de M. Biever.)

M. Herr. Je savais très bien que devant les juridictions allemandes il y a le "Amtsgerichtsdirektor", là il y a ce terme, mais personnellement j'aurais préféré un terme de premier juge de paix ou de juge de paix président. Je crois que cela aurait été plus conforme. Soit, sur ces questions on pourra discuter, la commission en a d'ailleurs décidé et je m'incline, d'ailleurs je ne voudrais pas ici un changement en ce sens.

Mais je voudrais maintenant poser une autre question à M. le Ministre, c'est la question des juges de paix actuellement en fonction. Est-ce que — et cela ne se dégage pas du texte du rapport — est-ce que les juges de paix actuellement en fonction ont une priorité pour rester juge de paix ou est-ce que suivant la nouvelle organisation les juges de paix, le cas échéant, seraient primés par d'autres qui ont un rang de préférence et qui, le cas échéant, voudraient devenir juges de paix dans les conditions meilleures qui sont maintenant les leurs ? Il en est de même des suppléants. Dans le rapport et dans le texte il est dit qu'on créera des juges de paix suppléants. Le rapporteur a dit qu'il serait préférable — et je suis d'accord en ce sens — que maintenant, si nous avons des juges suppléants à Diekirch et à Esch et à Luxembourg, il sera plus facile de prendre des avocats que des laïques. Mais alors je pose quand même la question : Est-ce que, encore dans les mêmes circonstances, les juges suppléants actuellement en fonction seront maintenus, s'ils le désirent, ou est-ce que, en présence de la nouvelle loi, ils seront déplacés, ils seront repris par d'autres ?

Une autre question est celle de la condition de résidence. Je m'étonne un peu que dans l'article 143 on ait introduit cette obligation de résidence du juge de paix et des greffiers à la résidence du siège de cette justice de paix. Si je pose cette question, c'est parce que, à ce point-là, nous avons fait une grande évolution ces dernières années. Nous savons que nombreux sont les fonctionnaires qui n'habitent plus au lieu de leur résidence, ainsi par ex. le chef de l'armée ne réside plus à Diekirch, mais il réside à Luxembourg, je vous dis par exemple qu'une grande partie des magistrats du tribunal de Diekirch — sans que je veuille faire un reproche à ce sujet — ne résident pas donc à Diekirch. M. Wagner a dit qu'à Clervaux il y a un juge de paix qui réside à Diekirch et que toute la population est très satisfaite. Je me demande alors pourquoi on a introduit encore dans ce projet une disposition où d'avance tout le monde sait qu'elle n'est pas observée.

Une autre question que je voudrais poser est celle concernant le Ministère public auprès des justices de paix. Il est dit dans l'article 71 que c'est le magistrat du Parquet du tribunal du ressort qui fera donc fonction de Ministère public. Je voudrais savoir dans ces circonstances si on fait alors un renforcement de ce personnel parce que je pourrais mal me figurer p.ex. que les deux substituts qui sont actuellement à Diekirch pourraient faire le service également encore devant la justice de paix.

En ce qui concerne la situation des greffiers je crois qu'on trouverait ici une solution très favorable en ce qui concerne les vacances des greffiers qui jusqu'à présent n'avaient pas de vacances. J'avais déjà dans le temps soulevé cette question devant cette Chambre, le greffier de la justice de paix devait se payer lui-même un suppléant. C'était une situation asociale et elle trouverait une solution dans le présent projet. Cependant on met à charge de ces greffiers les frais d'un commis-greffier. Je ne sais pas si cela est matériellement possible, mais j'ai l'impression qu'ici encore on voudra grever ce greffier de charges que peut-être il ne saurait pas payer.

Une autre question qui se pose à ce propos est celle des huissiers. Le nombre des huissiers a évidemment diminué dans le Nord du pays. Je me rappelle avoir lu dans le temps qu'il y avait vers 1800 à Diekirch seul huit huissiers et aujourd'hui on n'en a plus que deux. Il y avait même à ce moment des huissiers qui étaient intitulés huissiers de justice de paix." Maintenant dans le cas présent nous avons encore des huissiers à Redange, à Clervaux qui eux ont la mission spéciale de faire les citations devant la justice de paix de Redange. Maintenant avec la nouvelle formule s'il y a des séances foraines, est-ce qu'alors cette disposition sera maintenue qu'il y a donc l'obligation de prendre un huissier de ce canton pour cette séance foraine, ou est-ce que c'est un huissier du siège général qui a le droit de faire cette citation ?

M. Biever, rapporteur. Les huissiers ont compétence d'exercer leurs fonctions dans tout l'arrondissement, la question a été . . .

M. Herr. Ah oui, c'est vrai, c'est dans la récente loi. Oui j'avais oublié cela, c'est exact.

En ce qui concerne maintenant les locaux, il est dit également dans le rapport que cette question serait résolue sans difficulté. Je voudrais quand même savoir si à Diekirch cette question est résolue, cela m'intéresserait beaucoup, parce qu'il se pose ici une autre question, c'est celle des prisonniers. Lorsqu'on a aboli, il y a quelques années, la prison de Diekirch il avait été promis qu'on nous amènerait les prisonniers à Diekirch si l'avocat voulait s'entretenir avec son client. Ceci ne peut pas se faire pratiquement, parce qu'il n'y a pas de salle. Et cela a certainement des inconvénients. Si donc on envisage maintenant un autre immeuble pour la justice de paix, il serait peut-être intéressant de prévoir une ou deux salles pour le but que je viens de vous dire.

Ce sont des questions qui sont intéressantes et je voudrais donc que M. le Ministre donne une réponse à ces questions.

Voilà donc quelques observations que je voulais présenter à propos de ce projet.

M. le Président. Messieurs, il y a encore cinq orateurs inscrits sur la liste des orateurs. Nous allons donc continuer demain, terminer demain. A ce sujet je voudrais faire une remarque. Pour le cas où la discussion de ce projet de loi ne pourrait se terminer que vers cinq heures nous ne commencerons plus avec le projet de loi qui a été prévu, celui concernant les étrangers, le séjour des étrangers etc. mais nous prendrons en deuxième lecture le projet de loi concernant la protection de la jeunesse. Donc vous voudrez bien prendre vos dispositions le cas échéant. Je ne dis pas que ce sera le cas, mais on peut en tout cas prendre ses dispositions.

Donc demain, nous commencerons à 14 heures 30 minutes.

La séance est levée.